

UN MAGISTRAT DE L'ÉPOQUE
DU CONSULAT
BOBET-LANHURON
(1735-1812)

MONOGRAPHIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 20 mars 1920, à 3 h. 1/2

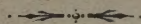
PAR

Émile GALICI

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
1^{re} mention honorable de Droit civil français, 1907

Président : M. WAHL, Professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, Professeur*
HUGUENEY, Agrégé



PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

UN MAGISTRAT DE L'ÉPOQUE
DU CONSULAT

BOBET-LANHURON

(1735-1812)

MONOGRAPHIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 20 mars 1920, à 3 h. 1/2

PAR

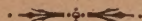
Émile GALICI

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

1^{re} mention honorable de Droit civil français, 1907

Président : M. WAHL, *Professeur*

Suffragants { MM. GARÇON, *Professeur*
HUGUENEY, *Agrégé*



PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

UN MAGISTRAT DE L'ÉPOQUE
DU CONSULAT
BOBET-LANHURON
(1735-1812)
MONOGRAPHIE

Si nous avons cru devoir écrire l'histoire de Bobet-Lanhuron, lieutenant particulier civil et criminel au Présidial de Quimper, ce n'est pas qu'il ait attiré sur lui l'attention de ses contemporains par de hautes qualités de science et de savoir ; les modestes fonctions qu'il occupa ne lui auraient pas permis, du reste, de faire valoir ces qualités s'il les avait possédées. Mais il nous a paru que ce magistrat, avec ses trente années de service sous l'Ancien Régime, écarté à l'époque révolutionnaire de toutes les places, ainsi qu'il nous le dira lui-même, « tant à raison de sa façon de penser que par le fait de proches parents qui s'étaient émigrés (*sic*) » et qui malgré tout, ne voulait pas se résigner à descendre du siège, représentait un type intéressant à étudier. D'autre part, à l'occasion de ses diverses candidatures, nous rencontrerons des mœurs, des habitudes administratives et gouvernementales qui paraissent ne pas avoir été modifiées beaucoup par le temps. Au surplus comme nous examinerons à chacune des sollicitations de Bobet les

différents changements apportés dans l'organisation judiciaire nous avons cru utile d'aborder cet étude.

Toutefois il semble nécessaire, auparavant, d'examiner succinctement quelle était, à la veille de la Révolution, l'organisation judiciaire de la France (et principalement l'organisation des Juridictions royales), afin de mieux connaître le milieu dans lequel était situé notre personnage.

Vue d'ensemble sur l'organisation judiciaire sous l'ancien régime

A la veille de la Révolution cette organisation était un produit de l'histoire et non un acte raisonné ; aussi elle présentait de grandes incohérences, les éléments étant nés à des époques différentes et dans un esprit différent. En premier lieu la Monarchie étant devenue essentiellement absolue, l'administration de la justice aurait dû être purement royale. Or, il n'en était pas ainsi. Il y avait outre les Juridictions royales trois sortes de juridictions ;

- 1° Les Juridictions seigneuriales ;
- 2° Les Juridictions municipales ;
- 3° Les Juridictions ecclésiastiques.

Sans doute le pouvoir royal les contrôlait d'une façon étroite ; sans doute encore était-il admis « que toute justice émane du Roi », que les juridictions non royales n'existaient qu'en vertu d'une concession de la royauté ; mais il restait vrai que, dans ces juridictions, la justice

était rendue par des juges nommés par d'autres personnes que le roi ; parfois même elles appliquaient un droit qui n'était pas véritablement le droit de la France, le droit sorti de nos coutumes et de nos ordonnances. Aussi nos anciens auteurs éprouvent-ils quelques embarras pour justifier les anomalies et concilier l'existence de ces Juridictions avec les principes de notre Droit public du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle.

Nous ne nous occuperons ici que des Juridictions royales puisqu'aussi bien le magistrat dont nous allons écrire la monographie appartenait à un tribunal royal, le Présidial de Quimper.

Exposé sommaire de l'organisation des Juridictions royales

Les Juridictions royales se divisaient en deux catégories :

- 1^o Les Justices ordinaires ou de droit commun ;
- 2^o Les Juridictions d'exception ou d'attribution.

Les Justices ordinaires présentaient à la base les Prévôtés royales. Celles-ci étaient constituées sur un modèle semblable, égales, en principe, quant à leur compétence, mais leur ressort variait suivant les régions et les provinces.

Le second degré était constitué par les Bailliages ou Sénéchaussées, qui recevaient les appels des Prévôts et des juridictions seigneuriales et jugeaient, en premier ressort, les cas royaux et les nobles.

Enfin il y avait les Parlements qui étaient de grands corps judiciaires dont l'importance était d'autant plus grande qu'ils n'étaient pas seulement des Cours souveraines jugeant en dernier ressort en droit commun, mais qu'ils avaient aussi des attributions politiques et administratives. Les Parlements étaient le plus souvent bien composés par des magistrats nombreux et ayant, pour la plupart, de bonnes traditions. En effet, dans les familles parlementaires, les fonctions se transmettaient le plus souvent de père en fils et il se formait ainsi des traditions d'honneur, de justice et de science.

Rappelons pour mémoire la courageuse conduite de Achille de Harlay (1) (1536-1616), conseiller au Parlement de Paris, magistrat savant et intègre, un modèle de courage civil.

Les Parlements étaient au nombre de douze au xviii^e siècle. Ils avaient tous, en principé, la même organisation intérieure avec un personnel plus ou moins nombreux, suivant leur importance. Cette similitude tenait à ce qu'ils avaient tous été calqués sur le plus ancien et le plus important, celui de Paris. S'ils étaient tous égaux et semblables en droit, en fait leur influence était très inégale. Cela venait surtout de la différence qu'ils présentaient quant à leur territoire. Les uns avaient un territoire très étendu comme celui de Paris qui comprenait tout le Centre, une partie de l'Est et du Midi et s'étendait sur un tiers du royaume ; d'autres au

1. V. *Dictionnaire de biographie, d'histoire et de géographie, des antiquités et des institutions*. Dézobry et Bachelet t. 1, p. 1278, Harlay.

contraire, étaient très petits comme le Parlement de Dombes (1).

Il y avait aussi des corps qui, sans s'appeler Parlements, remplissaient les mêmes fonctions ; c'étaient les Conseils généraux (Alsace, Roussillon) auxquels on n'avait pas donné le nom de Parlements parce que ces corps avaient été créés au xvii^e siècle, à une époque où les droits politiques étaient battus en brèche par le pouvoir royal ; c'était une simple précaution de forme et de langage.

En 1551 une autre catégorie de justices avait été créée : les Présidiaux, qui n'étaient que des bailliages que l'on avait élevés à cette dignité nouvelle. Nous verrons plus loin les raisons de cette création ainsi que la compétence de ces tribunaux.

1. Dombes (principauté de) dans l'ancien Gouvernement de Bourgogne entre la Bresse au N. et à l'E., le Lyonnais au S. le Beaujolais et le Mâconnais à l'O. Cap. Trévoux (V. P. Beauregard), forme aujourd'hui une partie du département de l'Ain : Habitée du temps de César par les Ségusiani et les Ambarri, comprise sous Honorius dans la première Lyonnaise elle fit partie des royaumes de Bourgogne. Plus tard elle fut partagée entre les Maisons de Baugé et de Villars puis entre celles de Thoire et de Beaujeu. Celle-ci la réunit tout entière en 1402. François I^{er} la confisqua sur le connétable de Bourbon en 1527 ; en 1560 elle fut rendue à la Maison de Montpensier, héritière du connétable. Mlle de Montpensier la céda au duc de Maine en 1681 ; elle fut réunie à la Couronne en 1762. Le Parlement de Dombes établi par François I^{er} en 1523 fut supprimé en 1771 (*Dictionnaire de biographie, d'histoire et de géographie*. Dezobry et Bachelet : au mot Dombes).

Les Juridictions d'exception ou d'attribution

A côté des juges ordinaires d'autres existaient pour des matières administratives, le contentieux des impôts (tailles et aides) avec la Cour des Aides et la Cour des Comptes, réglée et réformée par l'ordonnance de 1320 (1) la Cour des Monnaies, les Maîtrises des Eaux et forêts, les Amirautés (commerce de mer), les Juges Consuls (commerce de terre) les greniers à sel (gabelle), les juges de traites (douanes).

Enfin les tribunaux criminels : les Prévôtés des Maréchaux de France et de leurs Lieutenants qui jugeaient les repris de justice et les attentats à main armée sur les grands chemins ; les Intendants qui, en dehors de leur compétence administrative en matière de vingtième et de capitation, pouvaient, dans certains cas et sous certaines conditions, condamner au carcan, au bannissement, même à mort. Il ont quelquefois usé de ce droit ! (2).

Bon nombre de Juridictions d'exception furent supprimées à la fin de l'ancien régime. Un édit enregistré au lit de justice en 1788 supprima les principales d'entre elles en matière administrative.

1. V. Viollet : *Institutions politiques et administratives de la France* (p. 365 et suiv.).

2. Viollet : *le Roi et ses Ministres* (p. 567).

Recrutement des Juges Royaux. — Système de la vénalité

Le système de la vénalité des charges qui était à la base du recrutement de la magistrature d'une extrémité à l'autre de la hiérarchie était la partie la plus critiquée, à la fin de l'ancien régime, de la vieille organisation judiciaire. Ce système ressemble beaucoup à celui qui fonctionne depuis 1816 pour les officiers publics et ministériels (notaires, greffiers, avoués, huissiers, etc.). Il avait été longtemps admis à titre de tolérance, s'était consolidé et était devenu un droit ferme, à partir de Charles IX. A partir de l'édit de 1604 (Edit de la Paulette), les offices devinrent héréditaires. Sous certaines conditions l'officier mourant sans avoir résigné, ce droit passait à ses héritiers (1). Le système de la « présentation » ou comme on disait alors des « Elections » (terme exact quand la présentation par les corps se bornait à un candidat) avait lutté pendant deux siècles (xv^e et une

1. Paulette, mesure fiscale inspirée en 1604 par le traitant Paulet au Gouvernement de Henri IV dans un besoin d'argent. C'était un droit annuel d'un soixantième de la valeur présumée ou reconnue des offices de Judicature ou de finance. A ce prix les magistrats des Cours souveraines et les officiers royaux de tout grade obtinrent la jouissance de leurs charges en propriété héréditaire; auparavant la propriété en était perdue si le cessionnaire mourait dans les quarante jours qui suivaient la transaction. Le premier résultat de cette innovation fut d'élever à des taux inconnus jusqu'alors la valeur vénale des offices, le second fut d'attirer sur les fonctionnaires civils cette considération qui s'attache aux avantages de l'hérédité.

partie du xvi^e) contre le système de la vénalité. Le mode de la présentation fonctionna pour la dernière fois sous Louis XII.

Conséquences de la Vénalité

Ce système en apparence barbare laissait subsister cependant, en théorie tout au moins, des garanties appréciables pour les fonctions judiciaires. Il fallait que le candidat justifiât de grades et subît un examen devant les juges royaux. D'autre part on exigeait certaines conditions d'âge et d'honorabilité. Mais en fait ces garanties étaient devenues moins sérieuses. La vénalité avait toutefois introduit l'inamovibilité des juges qui est une garantie des justiciables. Quand le roi avait conféré un office à un candidat en prenant de lui une « finance » ou qu'il avait permis qu'une personne remplissant les conditions voulues obtint la résignation d'un officier en échange d'une « finance » l'équité lui défendait de révoquer arbitrairement celui qu'il avait nommé. Il aurait dû, au moins, lui rembourser la finance et l'on ne songeait pas à recourir à de semblables moyens. La principale cause de l'établissement de la vénalité des offices avait été le besoin d'argent dont souffrait la royauté ; envisager le remboursement eut été aller à l'encontre de l'esprit qui avait présidé à l'établissement du système. La vénalité entraîna donc l'inamovibilité des juges et l'étendit même à tous les officiers royaux. Elle avait été, du reste, officiellement reconnue par lettres

patentes du roi Louis XI (1). Ce principe donnait une force toute nouvelle à un brocard mis depuis longtemps en circulation : « Nul ne doit estre débouté d'un office sans le oyr » (2). Ce qui n'empêcha pas Louis XI de casser des membres du Parlement.

Mais si la vénalité des offices avait eu l'avantage de créer l'inamovibilité elle contribua, par contre, sinon à créer, du moins à développer une institution qui est un des vices le plus grands de notre ancienne organisation judiciaire. La justice n'était pas gratuite pour les contribuables, c'est-à-dire que les plaideurs avaient à payer non seulement leurs avocats et leurs procureurs, mais devaient aussi payer aux juges des taxes à raison de leurs fonctions dans le procès. C'était ce qu'on appelait « les épices ». Ce n'est certes pas la vénalité qui a créé les « épices », mais elle a contribué à en développer le taux parce que les gages et les appointements des charges judiciaires étaient peu importants. Les juges ayant payé un prix élevé pour une charge qui ne rapportait pas grand' chose étaient naturellement portés à lui faire produire davantage en exigeant plus des justiciables. Aussi, à la veille de la Révolution, les cahiers de 1789 apportés par les députés des Bailliages étaient unanimes pour réclamer l'abolition de la vénalité des

1. « Aucun fonctionnaire ne pourra désormais être destitué, sauf en cas de forfaiture préalablement jugée et déclarée judiciairement et selon les termes de justice par juge compétant » (Ordonnance du 21 octobre 1467 dans *Ord.*, t. XVII, p. 25-26).

2. G. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 570 (Viollet, *Institutions politiques et administratives de la France*, t. III, p. 324).

offices et la suppression des « épices ». L'un des premiers actes de la Constituante fut de réaliser ce vœu exprimé par tant de bons esprits, notamment par Fénelon (1).

Le ministère public. — Ses fonctions

Cette organisation judiciaire se complétait par l'institution du ministère public. Celui-ci se composait de magistrats n'ayant pas pour mission de juger : c'étaient les Procureurs et les Avocats du Roi. Les Procureurs avaient pour mission de faire valoir les droits de la Couronne en justice toutes les fois que l'occasion s'en présentait ; ils répondaient aux voies de droit dirigées contre la Couronne. De bonne heure ils eurent mission d'intervenir dans les procès intéressant l'ordre public. Dès le ^{xiii}^e siècle ils eurent le droit de poursuivre les crimes et délits devant la juridiction royale, de se constituer partie publique, c'est-à-dire qu'on les transforma en autorité chargée de poursuivre l'application des peines. Les officiers du ministère public achetaient leurs charges comme les autres magistrats ; les seigneurs avaient aussi leurs procureurs fiscaux. Mais ceux-ci, quand il s'agissait de poursuivre les délits et d'assurer l'ordre public, étaient considérés comme les substituts des Procureurs du Roi.

1. Décrets des 4 août, 21 septembre et 3 novembre 1789, art. 7 ; décrets des 24 novembre et 10 décembre 1790 (Viollet, *le Roi et ses Ministres*, chap. VI, p. 370).

La Justice retenue

La Justice retenue reposait sur cette idée que le Roi, source de toute justice, titulaire du pouvoir judiciaire intégralement, en déléguant l'exercice de la justice à des juges ne s'est dépouillé ni de la justice, ni de son exercice. En conséquence le roi pouvait, s'il le voulait, intervenir directement dans l'administration de la justice pour se substituer aux juges ou casser la décision même en dernier ressort rendue par eux.

Ce principe était mis en application par divers moyens; d'abord l'Evocation en Conseil du Roi: les jugements étaient rendus par des commissaires choisis, par le Roi pour juger une affaire déterminée, le plus souvent un procès dont les parties étaient parfaitement connues. A partir du xvi^e siècle tous les crimes politiques furent évoqués en Conseil du Roi. Ensuite le recours contre la décision d'une Cour souveraine. A l'origine ces recours avaient été des grâces mais avec le temps cette situation s'était régularisée, les lois et les usages y avaient apporté des règles.

Il y en avait deux applications principales: le recours en cassation pour vice de forme ou de fond et la requête ou pourvoi en révision en matière criminelle.

Enfin il restait encore une série de dérogations au droit commun: c'étaient les lettres de justice, les lettres d'Etat, les lettres de grâce.

Les lettres d'Etat faisaient obtenir la suspension d'un

procès ; elles étaient surtout accordées aux officiers éloignés par la guerre (1).

Les lettres de justice étaient un droit qu'avait le roi de dispenser de l'application des lois.

Quant aux lettres de grâce elles existaient surtout en matière criminelle. Elles ressemblaient à la grâce. Lorsqu'il s'agissait de lettres d'amnistie elles pouvaient, à la différence de l'amnistie moderne, être individuelles. Fait monstrueux : les nobles pour les crimes de droit commun en obtenaient très facilement ! Toutefois le Parlement était appelé à entériner, c'est-à-dire à vérifier si les faits invoqués étaient exacts, quand il s'agissait de lettres individuelles.

Voilà très succinctement exposés le tableau et le fonctionnement de la justice sous l'ancien régime. Tout esprit impartial reconnaîtra que les critiques acerbes exposées dans les cahiers des députés des bailliages étaient fondées. L'opinion publique demandait surtout : l'abolition de la justice retenue ; elle voulait à juste titre que les particuliers ne fussent pas distraits de leurs juges naturels ; elle réclamait en outre la suppression de la vénalité des offices et, comme conséquence, celle des « épices ». Enfin dans le plus grand nombre de cahiers se trouvait, quant aux juridictions en général, l'expression d'un vœu depuis longtemps formulé : la réduction à deux du nombre de degrés de juridictions. La hiérarchie des juridictions de droit commun était, il faut le reconnaître, une construction assez régulière ;

1. V. Loi du 4 août 1914.

mais elle avait un vice très profond résultant du système d'appel qui existait alors. L'appel, c'est-à-dire le droit de soumettre à une juridiction supérieure la sentence rendue par une juridiction inférieure est, en soi, une très bonne institution, une garantie pour le justiciable. Mais il n'est utile que si le nombre de degrés de juridictions n'est pas trop considérable. Si ce système comporte trop d'instances successives les procès sont éternisés, les frais considérablement augmentés. Or, sous l'ancien régime les instances étaient trop nombreuses : l'appel était, en effet, illimité. Il n'était limité ni par le chiffre de l'instance, ni par le nombre des instances. En droit canonique, au contraire, il y avait trois degrés de juridictions où pouvaient seulement se superposer deux appels (1). Le droit français n'avait pas profité de cette règle.

De plus du juge seigneurial on pouvait toujours appeler au juge royal. Dans les juridictions seigneuriales il y avait aussi des degrés : cela dérivait du fait que le seigneur tenait sa justice en fief d'un autre seigneur. L'appel pouvait donc être porté devant deux ou trois seigneurs superposés avant de sortir de l'ordre des juridictions seigneuriales. Ce qui fait qu'en passant par la justice du suzerain, par le bailliage pour arriver jusqu'au Parlement il pouvait y avoir six ou sept degrés d'instances, ce qui était un véritable fléau. C'était un vice dont depuis le xvi^e siècle on réclamait la suppression.

1. Conciles de Nicée (325), de Sophia (347), de Bâle (1431-1443), décisions reprises par la Pragmatique sanction de Bourges (1438) et le Concordat de 1515.

Création des Présidiaux

C'est pour porter remède à cet inconvénient que furent créés sous Henri II, en 1555, les présidiaux. Ce furent certains bailliages plus importants auxquels on donna une compétence plus considérable et autour desquels on groupa les bailliages moins importants de la même région. On leur donna le droit de connaître sans appel et en dernier ressort des causes civiles dont le taux ne dépassait pas 250 livres de principal et 10 livres de revenu, et, dans cette mesure, chaque présidial recevait les appels des simples bailliages de la région. Cette création ne diminuait pas le nombre des appels, sauf quand le procès s'était agité dans le ressort du présidial statuant comme bailliage. Seulement cette création procurait un grand avantage pour les « causes légères » : elle évitait d'aller en deuxième instance devant un Parlement ce qui, à une époque où les voyages étaient difficiles et coûteux, était d'un grand intérêt.

L'institution des présidiaux avait été inspirée par de très bonnes intentions mais elle n'eut pas une longue durée. Les Parlements furent jaloux des présidiaux qui leur enlevaient de grosses affaires ; ils n'admettaient pas que, dans leur ordre, il y eut d'autre juridiction qu'eux, statuant en dernier ressort. D'autre part, à raison du chiffre peu élevé de la compétence des présidiaux en dernier ressort, la réforme n'avait pas une grande portée ; sans doute on l'avait élevée une première fois à 1.000 livres mais l'ordonnance de Moulins (1566) réta-

blit l'ancien chiffre de 250 livres. Cependant en 1774 une ordonnance porta le chiffre du dernier ressort à 2.000 livres de principal et à 80 livres de rente.

En 1774 le chancelier de Maupeou avait voulu créer des Conseils supérieurs aux présidiaux pour diminuer les inconvénients de cette organisation, mais à l'avènement de Louis XVI on abrogea toutes les dispositions antérieures et pour suppléer au remède de Maupeou on éleva le taux du dernier ressort à 2.000 livres.

Enfin une ordonnance de 1788 apporta des changements assez notables : tous les bailliages furent transformés en présidiaux et le chiffre du dernier ressort fut porté à 4.000 livres. Les anciens présidiaux prenaient le nom de grands bailliages et recevaient l'appel des présidiaux jusqu'à la somme de 20.000 livres. Les Parlements devenaient donc ainsi relativement peu occupés puisqu'ils ne recevaient l'appel qu'au dessus de 20.000 livres.

Cette ordonnance provoqua une émotion profonde : tous les Parlements de France agirent de concert et, d'accord avec les avocats, organisèrent une véritable grève judiciaire, une suspension générale de la justice. Le pouvoir royal n'était plus de force à persister dans sa décision : la décision prise fut suspendue (1).

1. Esmein, *Histoire du Droit français*, p. 606.

La vieillesse de Bobet-Lanhuron

C'est au présidial de Quimper qu'appartenait Bobet-Lanhuron. Il y remplissait les fonctions de lieutenant particulier civil et criminel. Le présidial se composait de neuf magistrats ; leur charge était plus honorifique que lucrative puisque dans une lettre au Grand-Juge, Bobet déclarait que son emploi ne lui rapportait pas « trois cents livres l'an ». Ces fonctions étaient cependant recherchées à cause de la considération qu'elles donnaient à ceux qui les exerçaient. Elles ne conféraient pas la noblesse, comme l'avaient demandé à plusieurs reprises les magistrats des présidiaux, mais elles permettaient de prendre rang dans la haute bourgeoisie de la ville (1). Dans les cérémonies les juges présidiaux avaient rang au-dessus des maires, gouverneurs et échevins des villes, au-dessus des simples gentilshommes et du chapitre des cathédrales. En plusieurs lieux ils portaient la robe rouge. Est-ce ce décorum que regrettait Bobet (Michel-Joseph-Anne), lieutenant particulier civil et criminel au présidial de Quimper ? Est-ce seulement le désir d'occuper encore, vers la fin de ses jours, ce qui lui restait d'activité dans une carrière où les Bobet-Lanhuron avaient « existé de père en fils » selon ses propres paroles ? Quoi qu'il en soit s'il avait pu prévoir que cent ans après sa mort on tenterait de reconstituer sa biographie il en eut été ravi et attendri : ravi, parce

1. Glasson, *Histoire du Droit français*, p. 491.

qu'il avait de lui une très haute opinion et attendri, consolé même, parce que cette opinion n'était pas partagée par ses contemporains.

Il passa toute sa vie à Quimper et sans la Révolution il eut continué à mener l'existence paisible des magistrats jugeant au nom du roi dans les petites villes de province. Il était issu d'une vieille famille originaire d'Ancenis, de noblesse douteuse.

La Bio-bibliographie de Kerviler (1) donne à son sujet les renseignements suivants :

« Bobet. Nom d'une famille qui figure à l'*Arm. gén.*, mss d'Hozier, II, 806, 866 et au *Nob.* de Courcy, I, 75 ; comme portant de gueules à trois bandes d'argent et dont on rencontre deux branches distinctes, l'une portant le titre de la Renardière à Ancenis, l'autre portant le titre de Lanhuron à Quimper. Guillaume, sieur de la Renardière, avocat à Ancenis, se désista de ses prétentions à la noblesse le 10 septembre 1688 (mss Jégou).

.....

« Cette charge de lieutenant au présidial de Quimper devint pour ainsi dire, héréditaire dans la famille, car en 1788, j'y trouve encore Michel-Joseph-Anne Bobet de Lanhuron figurant parmi les protestataires contre les émeutes : voy. les lettres de Laënnec, publiées par M. du Châtellier au *Bulletin de la Société polymathique du*

1. *Répertoire général de Bio-bibliographie bretonne*, par René Kerviler (Rennes 1890). Livre I. *Les Bretons*, t. IV, p. 49.

D'autre part le *Nobiliaire et Armorial de Bretagne*, par Pol Potier de Courcy (Rennes 1890), t. I, p. 96, signale dans la famille Bobet « un volontaire aux grenadiers de Brie, tué au combat de Saint-Cast en 1758 ».

Morbihan 1884, p. 73, 75. C'est sans doute lui qui figure avec la mention P. D. J. A. sur la liste des membres de la R. * L. * de la Parfaite Union séante à l'O * de Quimper (1776 à 1787) dont les règlements sont datés de 1763. Sa sœur Hélène-Elisabeth Bobet, avait épousé Jean-François-Marie de Penfentenio de Kerfilin (Voy. l'Estourbeillon, *Les Familles françaises à Jersey*, p. 241) ».

L'acte de décès de Michel Bobet, retrouvé au greffe du tribunal civil de Quimper, nous apprend qu'il était né en 1735 de Michel-René Bobet et de Marie-Gabrièle Juliot et qu'il avait épousé une demoiselle Sainte-Félice Nerzie, à laquelle il survécut. Le manoir de Lanhuron, propriété de sa famille, existe encore sur les bords de l'Odet, à 16 kilomètres de Quimper, dans la commune de Gouesnach'; il appartient maintenant, d'après l'ouvrage de Robuchon, *Paysages et Monuments de Bretagne*, à M. de Legge.

La vie à Quimper dans les dernières années de l'ancien régime était, au dire de Cambry (1) beaucoup plus joyeuse qu'on ne se l'imaginerait *a priori*. Les belles-lettres et le bon vin y étaient également en honneur ; les communications avec Paris étaient constantes, malgré l'éloignement. Toutefois il est à présumer que le lieutenant criminel du présidial, homme sévère et travailleur acharné, goûtait peu les ébats de cette société remuante.

1. Cambry, *Voyage dans le Finistère ou état de ce département en 1794 et 1795*, Paris, Imprimerie-librairie du Cercle Social, rue du Théâtre français, n° 4. An VII de la Républ. française, t. III, p. 1 à 76.

Nous le voyons pour la première fois jouer un rôle politique en 1788. A cette époque Quimper s'agitait : on lui avait fait espérer la création d'un grand bailliage (projet de Maupeou) qui, au point de vue judiciaire, aurait placé Quimper au troisième rang parmi les villes de Bretagne. L'opposition du Parlement de Rennes ayant fait échouer ce projet, le représentant du Parlement avait été accueilli à Quimper par des huées et avait dû se retirer devant l'émeute ; comme les membres du présidial avaient semblé plutôt favorables aux émeutiers, des poursuites furent engagées contre eux, notamment contre Bobet-Lanhuron (1).

A l'aurore de la Révolution, Bobet-Lanhuron n'est pas populaire. Théophile Laënnec, père du médecin célèbre, écrit de Quimper, au mois d'août 1789 (2).

« La Municipalité, extraordinairement assemblée, vient de nommer une commission pour organiser la milice nationale...

« On forme le projet de visiter tous les châteaux voisins ; mais la sagesse du comité permanent dissipe cette idée de nos jeunes gens. Ceux-ci prennent une décision contre MM. Guymard, Bobet, Raymond, Kériner, Longray et Lundén, du présidial... Je ne sais pas bien précisément le but

1. Sur cet incident, voir Duchâtellier, *Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne*, 1833. 6 volumes in-8°, Paris, Desessart ; Biblioth. Nationale : La³⁵44 == J. Trévédy, *Michel Laënnec et l'éloquence académique à Quimper au dernier siècle*, Saint-Brieuc, 1887. Ln²⁷ 53289 et Théophile Marie Laënnec, Saint-Brieuc 1894, p. 14 et 15, Ln²⁷ 53277.

2. Du Châtellier, *les Laënnec sous l'ancien et le nouveau régime*, Vannes 1885. — Biblioth. Nationale, Lm³ 1867, p. 32.

de cette délibération ; je suppose que c'est une défense de se mêler du comité.

« ...

« Délibération à la chambre de lecture qui exclut MM. Royou, Flamand... Il y eut beaucoup de voix contre MM. Bobet et Le Moyne. — Guymard se présente : parle, parle bien et il n'y a eu contre lui que 7 voix sur 60 ».

Et, quelques jours après :

« Nouvelle protestation des jeunes gens tendant à faire interdire l'entrée du comité et même la votation à MM. Guymard, Bobet, Kériner... »

« La jeunesse a établi une garde devant la chambre de lecture pour leur en interdire l'entrée ».

Bobet se voit son office remboursé dans les conditions désastreuses qui seront exposées plus loin et, sous la Terreur, il est arrêté. Que lui reprochait-on ? Il est assez difficile de le savoir.

M. Bourde de la Rogerie, archiviste départemental du Finistère, pense que « le rôle de Bobet » (à cette époque) « fut insignifiant, on l'accusa d'avoir été l'instigateur d'une manifestation assez insignifiante elle-même, dite des Révoltés de Fouesnant. Il n'eut pas de peine à établir son innocence et ne fut pas sérieusement inquiété. Je suis porté à croire que s'il fut emprisonné, ce fut à raison de sa situation sociale et de la considération que lui avaient valu ses anciennes fonctions ».

Il faut reconnaître que le Comité révolutionnaire de Quimper avait l'emprisonnement facile. Nous en trouvons des preuves dans l'ouvrage de M. J. Trévédy sur ce Comité, ouvrage solidement documenté mais trop

partial pour pouvoir être considéré comme une source à laquelle on puisse se fier (1).

« Vous faut-il une autre preuve des caprices du Comité ? la voici : Mme de Toulgoât demande à entrer à la maison d'arrêt pour voir et soigner son père, M. Bobet de Lanhuron, vieux et infirme. Refus absolu le 30 avril. Le 2 mai sur attestation d'un médecin, l'autorisation est donnée. Le lendemain le Comité, composé des mêmes membres, retire son arrêté de la veille « attendu qu'il serait dangereux d'accorder indistinctement des permis d'entrée aux différentes maisons d'arrêt de cette ville. »

Survient la chute de Robespierre (9 thermidor an II, 28 juillet 1794).

« M. Bobet de Lanhuron sur lequel nous avons vu le Comité épuiser ses rigueurs, est des premiers, dès le 12 septembre, à demander les causes de sa détention. Le Comité ne les sait pas. Il est contraint de répondre :

« Bobet ne recevra que demain les motifs d'arrestation qu'il réclame. »

« Dans l'intervalle le Comité s'est enquis et, le 13 septembre « la discussion est ouverte sur les motifs de la détention de Bobet et ils ont été arrêtés ainsi qu'il suit :

« Il est détenu... (2) pour n'avoir pas acquitté ses devoirs civiques (art. 2 du décret du 21 septembre 1793) en ce qu'il ne s'est jamais présenté aux assemblées de section de commune et n'a pas présenté de certificat de civisme; pour avoir manifesté des sentiments contraires à la Révolution, ce qui est attesté par l'opinion publique dont le jugement est irrév-

1. *Histoire du Comité Révolutionnaire de Quimper*, par J. Trévédý, Vannes 1897. Extrait de *la Revue historique de l'Ouest*, 8°, Lk⁷ 30930, p. 90, 91, 102, 103.

2. On aimerait à savoir ce que remplacent ces points de suspension,

fragable et à laquelle nous le renvoyons ; pour avoir recelé des effets appartenant à l'émigré Cheffontaines, preuve qu'il en était l'agent. quel que soit le jugement rendu à cet égard. »

Nous avons trouvé aux Archives Nationales (1) l'ordre de mise en liberté de Bobet, dans lequel il lui est donné une qualification assez étrange :

« Du 23 brumaire an II.

« Le Comité arrête que Michel-Joseph-Anne Bobet, *cultivateur*, détenu à Quimper, département du Finistère, sera mis en liberté et les scellés levés, charge de l'exécution l'agent national du district de Quimper-Odet (2).

Les membres du Comité de sûreté générale,

Signé (suivent les signatures) ».

Dès lors Bobet se retira dans son manoir de Lanhuiron et, jusqu'en l'an VIII, ne fit plus parler de lui. On aurait donc pu croire que ce vieillard de soixante-cinq ans allait s'éteindre doucement dans la paix et l'isolement, ayant parcouru une carrière assez banale.

Or, tout au contraire, c'est dans ses derniers jours que notre personnage apparaît comme un type véritablement original, curieux à étudier. Il avait une passion, celle de Perrin-Dandin, l'attachement immodéré aux fonctions judiciaires. Mais Perrin-Dandin avait vécu à une époque où le magistrat rendait la justice avec la sécurité que donne un droit de propriété ; il était titulaire de son office et nul ne pouvait l'en déposséder. En l'an VIII, la situation était tout autre ; nomination, avan-

1. F⁷ 4559.

2. Quimper était dénommé sous la Terreur Montagne-sur-Odet.

cement, et même, dans une certaine mesure, congédiement dépendaient des pouvoirs publics. Nous allons donc assister à ce spectacle poignant d'un homme affaibli par l'âge, placé bien loin de ceux dont il dépend directement et essayant avec acharnement d'attirer sur lui l'attention et la bienveillance des autorités de Paris.

Il écrit lettres sur lettres pour obtenir une situation plus élevée que celle qu'il occupe à un âge où il aurait dû plutôt songer à jouir d'un repos bien gagné. Ce n'est point par cupidité qu'il postule ainsi car il avait assez de biens pour vivre honorablement sans peiner. D'autre part, ses facultés physiques et intellectuelles déclinaient visiblement. Il faut avoir vu sa pauvre écriture maladroite, roulant sur elle-même comme les cailloux qui tombent au fond d'un ravin, son orthographe stupéfiante, les naïvetés et parfois hélas ! les radotages interminables qui composent ses lettres de douze et quinze pages sur de grandes feuilles bleu-clair de papier à gros grain, pour prendre pitié d'un homme qui n'eut pas conscience de sa déchéance et que tourmentait le désir de perpétuer une activité s'effondrant malgré lui.

C'est cette agonie de douze ans que nous essaierons de retracer au moyen de la correspondance de Bobet avec le Ministère de la Justice (1).

Dans un mémoire du 7 frimaire de l'an XIV (1806) que nous retrouverons plus loin, Bobet raconte lui-

1. Tous les documents cités se trouvent, sauf les exceptions qui seront signalées aux Archives Nationales dans les cartons BB⁶⁰ et BB⁶¹ (Organisation judiciaire du Finistère).

même les circonstances dans lesquelles il fut nommé juge suppléant au tribunal criminel du Finistère.

« De père en fils nous avons existé dans la magistrature. D'abord juges-mages à Ancenis, près Nantes, d'où nous sommes originaires, depuis 1662 lieutenants particuliers civils et criminels au présidial de Quimper, de la sorte je pourrais faire preuve de plusieurs siècles d'exercice dans des places honorables que je dis avoir été remplies avec distinction.

« Par dispense d'âge je fus admis à posséder la charge de lieutenant au présidial de Quimper à vingt-trois ans et demi et je l'ai exercée depuis 1758 jusqu'à la suppression de ce tribunal qui a eu lieu en 1791.

« Je passai par les épreuves des temps difficiles : six mois de surveillance sur les pavés de Quimper, caché pendant trois mois, deux ans de prison, une procédure criminelle, un amoindrissement d'environ 20.000 livres dans ma fortune, tant par le remboursement de mon office que par d'autres événements. Voilà ce que j'ai essuyé, mais j'ai tout oublié, ou du moins, je ne m'en rappelle le souvenir que pour me dire heureux d'avoir trouvé les occasions de rendre des services à quelques-uns de ceux qui m'avaient ainsi persécuté.

« Ecarté de toutes les places, tant à raison de ma façon de penser, que par le fait de proches parents qui s'étaient émigrés (*sic*) j'ai passé à ma campagne tout le temps qu'on a bien voulu me laisser. Tous ces faits sont notoires. »

La Réintégration de Bobet

La Constitution du 22 frimaire an VIII qui modifie l'organisation judiciaire établie par la Constitution de l'an III va fournir à Bobet une occasion inespérée de

rentrer en place. Il est en effet proposé, par la députation du Finistère, pour remplir à Quimper les fonctions de juge au tribunal criminel. La fonction était importante car la décision des juges était sans appel (art. 62).

On le nomma seulement suppléant. Ce poste avait un caractère d'intermittence qui ne convenait point à Bobet ; il demande une situation dans laquelle il pourra dépenser son activité.

« Dans le premier moment d'une franchise qui m'est naturelle, je pris la liberté d'en écrire à M. Cambacérès. Je lui observai qu'une place de suppléant dans le nouveau tribunal ne cadrerait pas avec la qualité d'un lieutenant criminel au présidial. Je ne lui cachai pas avoir connaissance de ce qui s'était passé à son audience. Il me fit l'honneur distingué de me répondre :

« Le consul Cambacérès a reçu la lettre par laquelle le citoyen Bobet lui exprime le regret d'être compris seulement comme suppléant dans la nomination du tribunal criminel du Finistère. On avait craint que le goût du citoyen Bobet pour la retraite ne le détournât d'accepter d'autres fonctions et ce motif est le seul qui ait empêché le Gouvernement d'y appeler le citoyen Bobet. S'il désire être employé d'une manière plus active, des mutations assez fréquentes dans l'ordre judiciaire rendront peu difficile l'accomplissement de ses vœux et le consul saisira avec plaisir l'occasion de lui donner des témoignages de la confiance du Gouvernement. »

Cambacérès avait fait à Bobet une promesse vague, insignifiante, telle qu'en ont toujours faites les administrations aux gens qu'on veut évincer avec des formules polies. Mais Bobet ne l'entendait pas ainsi et à plusieurs reprises il rappellera cette lettre en lui donnant la signification d'un engagement formel.

Il prêta serment le 5 prairial an VIII ; mais comme tout fonctionnaire soucieux de son avancement il se tenait au courant des créations de postes susceptibles de lui être attribués. La réforme de l'organisation judiciaire dont les grandes lignes sont tracées dans la Constitution de l'an VIII avait été opérée par la loi du 27 ventôse an VIII. Cet organisme allait recevoir en l'an IX des additions et des retouches importantes. La loi du 7 pluviôse an IX concernant la police des délits en matière criminelle et correctionnelle reconstitua véritablement l'action du Ministère public. Elle donna au Commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel des substituts dans chacun des arrondissements du département, nommés par le premier consul et révocables par lui à volonté. Ces magistrats avaient l'exercice de l'action publique, le droit de poursuite pour les crimes et délits. Il y a plus : ils avaient le droit de mettre en état de détention préventive par un mandat de dépôt les prévenus qui étaient amenés devant eux ; les juges de paix et autres officiers de police judiciaire devenaient leurs auxiliaires.

Ce poste important convenait bien à l'ambition et aux goûts de Bobet ; aussi, le jour même de la promulgation de la loi, le 7 pluviôse an IX, alors que cette promulgation était encore inconnue de lui, il écrit de Quimper au ministre de la Justice :

« Je viens d'apprendre dans ma solitude que le Gouvernement s'allait occuper de donner des substituts à ses commissaires près les tribunaux criminels... Vous n'ignorez pas, citoyen ministre, qu'en ma qualité de premier suppléant au

tribunal criminel du Finistère, je dois remplacer dans les absences le Commissaire du Gouvernement ; étant ainsi comme naturellement appelé à la place dont il s'agit, si je n'obtenais rien relativement à l'administration forestière, je crois que ce serait me faire éprouver une mortification non méritée que d'en disposer en faveur d'un autre... »

Et, quatre jours après, il renouvelle sa requête, rappelant, en ce qui concerne son désir d'entrer dans l'administration forestière, que

« Sa demande est déjà ancienne, elle prend date du 30 nivôse dernier. Le travail peut être achevé ou des engagements seront dans le cas de détourner de la justice que j'attends.

« Il n'en doit pas être de même, citoyen ministre, de la place de substitut du Commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel du Finistère...

« Par ma lettre du 7 du passé, je vous suppliais de ne me pas oublier dans ces établissements, dont le Finistère n'est pas excepté... »

Bobet dut éprouver à ce sujet une première déception, car l'année suivante il engagea de nouvelles sollicitations. Le Commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel du Finistère, le citoyen Lebourg, venait d'être révoqué, dans des circonstances assez étranges qui lui sont exposées dans une lettre répondant à une demande d'explications :

« Frimaire an X

« Vous vous montrez, citoyen, — et vous devez être, — sensible à la perte de la confiance dont le gouvernement vous avait honoré. Vous désireriez vous disculper et vous

demandez à connaître les reproches qui ont donné lieu à la révocation des pouvoirs dont vous étiez investi.

« Le gouvernement n'a pu voir, citoyen, sans surprise et sans concevoir des soupçons très graves contre vous :

1^o. Un intervalle de vingt-deux jours écoulés entre le jugement de compétence et votre acte d'accusation dans l'affaire Lecat;

2^o Les visites longues et de tous les jours que vous rendait la sœur de cet accusé;

3^o La protection ouverte que vous lui avez accordée en lui procurant la faculté, qui lui avait été refusée, de voir son frère, et en faisant porter les pièces de cette procédure chez votre fils, défenseur officieux de Lecat ou de ses complices;

4^o Et enfin l'évasion de Lecat au moment où, par suite de vos ordres, le concierge avait quitté la geôle, le 9 thermidor, le jour où vous avez fait connaître l'acte d'accusation suspendu depuis le 17 messidor, date du jugement de compétence.

« De l'ensemble de ces faits il est résulté contre vous, citoyen, des impressions qu'il vous serait difficile d'effacer et tellement défavorables, que le gouvernement n'a pas cru devoir laisser dans vos mains des fonctions qui intéressent de si près la sûreté et l'ordre public. »

C'est le citoyen Delécluse (1) qui remplace Lebourg, et Bobet tout en laissant percer l'amertume que lui a causée cette déception, profite de la circonstance pour suggérer une compensation possible, par deux lettres datées, l'une du 3 pluviôse an X, l'autre du 14 ventôse de la même année :

1. Voir *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, par Robinet, Robert et Le Chaplain, t. II, p. 587.

3 pluviôse an X

« Citoyen ministre de la Justice,

« Je reçois l'honneur de la vôtre en date du 21 du passé. Je vous dois un surcroire (*sic*) d'obligation, car, par une précédente du 3 du même mois, vous avez eu la complaisance de me mander que vous avez eu la bonté de me faire porter au nombre des candidats pour la première place de juge vacante au tribunal criminel du Finistère.

Citoyen ministre, lorsque, par ma lettre que j'ai pris la liberté de vous adresser le 14 frimaire, je formais cette demande, je croyais que l'un des juges (le citoyen Maufras du Châtelier), allait être porté à la place de commissaire du gouvernement. Cela n'étant pas, mon espoir de ce côté-là est un néant, vu le petit nombre des juges et, par cette raison, la rareté des accidents.

« Malgré les quelques années que je me suppose de trop, avec le secours d'un secrétaire, je n'eusse pas été incapable de remplacer le commissaire du gouvernement, puisque dans mes seules mains rien ne périlite et qu'au vrai je ne puis m'accuser d'incapacité.

« Mais, citoyen ministre, vous avez sûrement le pouvoir de m'employer utilement et les moyens sont moins éloignés.

« Le tribunal d'appel séant à Rennes, par de nouvelles destinations, des démissions accidentelles ou d'autres événements, à raison du nombre de ses membres, doit offrir des remplacements à faire de moment à autre.

« L'amour du travail et des occupations étant inné en moi, je quitterais volontiers Quimper pour m'aller établir à Rennes, si vous jettiez les yeux sur moi.

« Je ne crains au monde que le désœuvrement, et la suppléance inactive dans laquelle je vais retomber me désole par avance; d'ailleurs il fut notoire que, dans le principe, j'étais destiné pour autre chose.

« Prenez donc en considération, citoyen ministre, mes

E. Galici

motifs et mes moyens. Jamais l'on n'aurait à se repentir de m'avoir placé quelque part que ce soit. J'ai fait toutes mes preuves et je m'abandonne à votre équité, avec la confiance que doit avoir un ancien magistrat au chef de la justice. J'ai servi trente ans au présidial de Quimper.

« Salut et profond respect, etc...

Dans sa lettre du 14 ventôse, Bobet notifie au Ministre que Delécluse a pris possession de ses fonctions de Commissaire du gouvernement et il ajoute :

« ... Je viens de lui remettre le portefeuille.

« Tout est au courant, j'ai fait vider les prisons, mais me voilà retombé dans une inactivité positive.

« Citoyen ministre, j'ose vous supplier de prendre en considération les observations que j'ai pris la liberté de vous faire par ma lettre du 13 pluviôse dernier, en réponse à l'honneur de la vôtre du 21 nivôse précédent.

« L'intention du gouvernement, comme la vôtre, est, sans doute, de placer des citoyens jugés capables et désirés..

« Eh bien ! citoyen ministre, daignez consulter à mon sujet toutes les autorités constituées de Quimper, où j'ai toujours vécu, et je me tiens assuré que d'après cette épreuve vous ne balancerez pas à me proposer à la première place vacante dans le tribunal d'appel séant à Rennes...

« Mon nom, comme vous ne l'ignorez pas, fait partie de la liste départementale, la liste nationale de notre département n'est pas encore formée. »

La Constitution de l'an VIII

La Constitution de l'an VIII avait pris comme base le système de Sieyès en modifiant toutefois ce qui avait

trait aux élections et au gouvernement. Après de nombreuses tractations le texte définitif avait été arrêté, en petit comité dans le salon de Mme Bonaparte.

Daunou (1) tint la plume sans s'obstiner dans ses idées. Le projet était encore en bonne partie le projet de Sieyès mais combien déformé ! (2).

Sieyès partait de l'idée que dans l'Etat la « confiance doit venir d'en bas, l'autorité d'en haut (3) ». Il créait trois sortes d'éligibles :

1° Les citoyens de chaque arrondissement communal désignent par leurs suffrages ceux d'entre eux qu'ils croient les plus propres à gérer les affaires publiques. Il en résulte une liste de confiance contenant un nombre de noms égal au dixième des citoyens ayant droit d'y coopérer. C'est dans cette première liste communale que doivent être pris les fonctionnaires publics de l'arrondissement (art. 7).

2° Les citoyens compris dans les listes communales d'un département désignent également un dixième d'entre eux. Il en résulte une seconde liste dite départementale dans laquelle doivent être pris les fonctionnaires publics du département (art. 8).

1. V. *Dictionn. de Biographie, d'Histoire et de Géographie*, par Dezobry et Bachelet, t. I, p. 748.

2. Buchez et Roux, XXXVIII, p. 279.

3. *Histoire de la Révolution française* de Mignet (Chap. XIV). Cet historien devait à Daunou de pouvoir retracer exactement les ressorts de la machine politique inventée par Sieyès. Daunou tenait ses explications de Sieyès lui-même (Duguit et Monnier, *les Constitutions de la France depuis 1789*, p. 4, XVII, 3^e édition).

3° Les citoyens portés dans la liste départementale désignent pareillement un dixième d'entre eux. Il en résulte une troisième liste qui comprend les citoyens de ce département éligibles aux fonctions publiques nationales (art. 9).

Bobet dans sa lettre au ministre de la Justice fait valoir son inscription sur la liste départementale du Finistère ; quant à la liste nationale de ce département elle n'est pas encore formée.

Pour augmenter ses chances de nomination il brigue plusieurs postes ; n'ayant pu être ni juge, ni commissaire du gouvernement près le tribunal criminel de Quimper il postule pour la « première place vacante dans le tribunal d'appel séant à Rennes ». Ces tribunaux avaient été créés par l'article 61 de la Constitution du 22 frimaire an VIII en matière civile seulement. L'organisation, la compétence et le territoire formant le ressort de chacun étaient déterminés par la loi

Mais la Parque paraît favoriser Bobet en frappant des hommes plus jeunes que lui : avant la fin de l'année une nouvelle vacance se produit au tribunal criminel de Quimper. Cette fois, il semble, tout d'abord, que l'occasion ne peut lui échapper. Delécluse recommande celui qui fut son rival malheureux.

« Le commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel du département du Finistère au citoyen Ministre de la Justice

« Citoyen Ministre,

« J'ai l'honneur de vous prévenir que le tribunal criminel vient de perdre l'un de ses membres ; le citoyen Danguy des

Déserts, juge, est mort hier et le tribunal lui a rendu aujourd'hui les derniers devoirs. Le citoyen Bobet, premier suppléant, va encore remplir cet intérim jusqu'à ce que le Gouvernement ait nommé à sa place. Peut-être trouverez-vous juste de le présenter pour l'obtenir. Il a les vertus et les talents du magistrat, dont il a exercé pendant de longues années les fonctions, et il est attaché au Gouvernement.

« J'ai l'honneur de vous saluer respectueusement :

« DELÉCLUSE ».

Bobet n'a garde de se laisser oublier et il insiste d'autant plus qu'il croit être seul candidat. Il frappe haut cette fois : il s'adresse directement au premier Consul. Celui-ci tenait de l'article 41 de la Constitution de l'an VIII le droit de nommer tous les juges criminels et civils autres que les Juges de Paix et les juges de cassation. Il y a lieu de noter qu'il ne pouvait les révoquer à l'inverse de ce qui avait lieu pour tous les autres agents de l'Etat, les membres des administrations locales et les Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux. Les juges de paix étaient élus directement par les citoyens de chaque arrondissement communal pour trois ans. Quant aux juges de cassation ils devaient être choisis par le Gouvernement sur la liste nationale. Bobet s'adresse donc au premier Consul en ces termes :

6 Germinal an X

« Citoyen premier Consul,

« Je suis premier suppléant au tribunal criminel du Finistère. Le citoyen Danguy des Déserts, juge au même tribunal venant de décéder, vous avez, citoyen premier consul, à pouvoir à cette place...

« Je compte sur ses bontés (celles du ministre de la Justice)

et je me fais un devoir de solliciter les vôtres à l'effet d'être nommé à la place vacante de juge au tribunal criminel du Finistère, près duquel je viens de remplir pendant trois mois et avec zèle les fonctions de Commissaire du Gouvernement... »

Mais il craint que Bonaparte ne fasse pas de sa lettre le cas qu'il souhaite et deux jours après, c'est au ministre de la Justice qu'il adresse une lettre se terminant ainsi :

« Je vais donc attendre le résultat de la présentation que vous m'avez fait la grâce de me promettre pour la place de juge au tribunal criminel du Finistère me tenant très assuré de l'obtenir sur votre recommandation.

« Salut et profond respect.

BOBET

Premier suppléant au tribunal
criminel du Finistère. »

Bobet fait ici allusion à la lettre du Consul Camba-
cères qui n'était en réalité qu'une lettre d'éviction
polie et que l'intéressé considérait comme une promesse.

Sur ces entrefaites un événement heureux lui sur-
vient, qu'il croit être de nature à influencer sur la décision
à intervenir en sa faveur ; il en fait part aussitôt :

22 Germinal an X

Citoyen Ministre de la Justice,

« Je ne doute pas que ma demande du 6 du présent en
obtention de la place de juge vacante au tribunal criminel
du Finistère ne vous soit parvenue. Un nouveau titre sem-
ble venir se joindre à ceux que j'ai pris la liberté de faire
valoir auprès de vous.

« La liste de notabilité nationale du département du Finis-
tère est terminée depuis le 20. Le Préfet en fait passer aujour-

d'hui des expéditions, et vous verrez ainsi, citoyen ministre, que mes concitoyens m'ont jugé digne d'y être employé.

« C'est, je le crois, une preuve que, si la place que je sollicite dépendait de ceux qui me connaissent, je l'obtiendrais sûrement et j'ose me flatter, d'après les bontés que vous avez bien voulu me témoigner, que votre équité écouterait le vœu général qui me désigne. »

Toutefois la liste nationale du département dont parle Bobet n'est pas jointe à sa lettre et on devine le motif de cette omission lorsqu'on la retrouve annexée à une lettre du greffier Lemoyne, datée de 1811. Il est intéressant de constater à quel rang Bobet-Lanhuron y figurait :

« Liste par ordre de numéro des notables nationaux du département du Finistère avec le nombre de suffrages donnés à chacun des inscrits sur la liste des présents.

« Citoyens présents réunissant le plus de suffrages :

1	Rudler, préfet de Quimper.....	427	suffrages
2	Bescond-Coatpont, notaire, d' <i>idem</i>	344	—
7	Saillour, sous-préfet à Châteaulin.....	296	—
23	Guillon-Pennanros, notaire à Concarneau.	202	—
49	Lemoyne, greffier du tribunal civil, Quimper.....	154	—
65	Dandin Juge de Paix à Brest.....	134	—
67	Bobet, suppléant juge au tribunal criminel, Quimper	132	—
68	(et dernier) Déan aîné, membre du Conseil général.....	131	—

Bobet crut que sa nomination était virtuellement décidée lorsqu'il reçut du Ministère le billet suivant :

« 6 floréal an X.

« Le Consul Cambacérès m'a renvoyé, citoyen, votre lettre du 6 germinal dernier et j'ai reçu celle du 22 du même mois, par laquelle vous sollicitez la place de juge de votre tribunal vacante par la mort du C. Danguy. Je vous ai fait inscrire sur la liste des candidats que je présenterai au premier Consul lorsqu'il s'occupera de la nomination à cette place. »

Hélas ! à ce moment surgissait un second candidat recommandé discrètement par le président du tribunal :

« 7 Floréal an X.

« Citoyen ministre,

« Je me hâte de répondre à l'honorable invitation que vous me faites par votre lettre du 27 du mois dernier, de vous indiquer un candidat pour la place de juge vacante au tribunal criminel du Finistère par le décès du citoyen Danguy des Déserts...

« ... Le premier suppléant est un ancien magistrat qui a rempli pendant trente ans les fonctions de lieutenant criminel au ci-devant présidial de Quimper, il s'y est acquis une grande réputation de probité et de discernement...

« Le second, le citoyen Huchet...

« Comme ancien jurisconsulte, le citoyen Huchet est rompu à l'usage du barreau et a sur le citoyen Bobet l'avantage d'écrire avec plus de facilité et de correction, mais je dois à la vérité de dire que le citoyen Bobet, qui a récemment fait durant quatre mois les fonctions de commissaire au tribunal criminel, a montré dans ce poste beaucoup de zèle, d'intelligence et d'ardeur pour le travail.

« Je ne me permettrai pas, citoyen ministre, de vous indiquer un choix entre les deux. Le citoyen Huchet est mon parent au cinquième degré : plus particulièrement lié par ce motif d'amitié avec lui, je craindrais dans une indication de préférence d'être entraîné par un préjugé de faveur... »

De son côté, Délécluse, consulté également par le Ministre, insiste en faveur de Bobet dont il fait un vif éloge dans les termes suivants :

« 10 floréal, an X.

« Je m'empresse de répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 germinal dernier, par laquelle vous m'invitez à vous indiquer un candidat digne de la confiance du gouvernement pour la place de juge au tribunal criminel.

« Le citoyen Bobet a exercé la magistrature criminelle pendant environ trente ans avant la Révolution et il s'y est distingué par un grand zèle, l'amour du travail devenu pour lui un besoin et une grande intelligence des lois et des matières de cette nature.

« Nommé premier suppléant dans la nouvelle organisation des tribunaux, il s'est fait un devoir de résider constamment à la ville pour se rendre utile toutes les fois que le tribunal aurait besoin de l'appeler et il a souvent remplacé les juges dans des cas de maladie et de vacances.

« C'est lui qui a rempli les fonctions de commissaire pendant près de trois mois avant que le gouvernement m'ait nommé à cette place. Il y a poursuivi des affaires très sérieuses, notamment celle de Lecat à sa reprise et des garotteurs de l'arrondissement de Morlaix. Il y a montré tout le zèle d'un homme qui sent l'importance de ses fonctions et veut remplir les obligations qu'elles lui imposent.

« C'est encore lui qui, comme premier suppléant, remplit avec le même zèle la place de juge à laquelle il va être pourvu.

« Je crois, citoyen ministre, d'après tout cela, que le citoyen Bobet est digne de la confiance du gouvernement et mérite de fixer son choix. J'ai l'honneur de vous l'indiquer en conséquence, etc... »

Le préfet, jugeant les candidats au point de vue poli-

tique, émet sur le compte de Bobet une appréciation quelque peu sceptique :

« 16 floréal, an X,

« ...Les deux suppléants sont les citoyens Bobet et Huchet ; le premier, ci-devant lieutenant criminel près le présidial de Quimper, a des mœurs (*ici un mot biffé illisible*), — peu de talents. Depuis la Révolution sa nomination à la place de suppléant l'a rangé pour la première fois parmi les fonctions publiques. Il a été l'auteur, dès le principe de la Révolution, de quelques mouvements contre-révolutionnaires, mais, depuis quelques années, il est très paisible. Je ne doute point qu'il ne marche dans le sens du gouvernement, s'il obtenait la place on rend justice à son zèle et à son activité dans la place de commissaire du gouvernement qu'il a remplie provisoirement près du tribunal criminel lors de la révocation du citoyen Le Bourg... »

De l'influence parlementaire dans la nomination des magistrats

Sur ces entrefaites apparaît le troisième larron, celui qui ruinera les espérances de Bobet et de Huchet et nous allons voir intervenir dès cette époque — qui l'aurait cru ? — l'influence parlementaire dans la nomination des fonctionnaires. Le troisième candidat Le Goazre est en effet le frère du membre du corps législatif Kervélégan. La lettre du 22 floréal, adressée par Kervélégan à son ami Bardas, chef de division au ministère de la Justice, n'est point écrite de sa main, sauf le post-scriptum :

1. Le Goazre de Kervélégan. Voir *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire* par Robinet, Robert et Lechaplain, t. II, p. 387.

« Il y a une concurrence assez bizarre pour la place vacante au tribunal criminel du Finistère.

« Mon frère Le Goazre, commissaire près le tribunal civil, la désire.

« La députation du Finistère l'a demandée pour lui.

« Le titres de Le Goazre sont d'avoir concouru avec courage avec moi pour obtenir la double représentation aux Etats généraux, sans laquelle la France ne serait point régie par des consuls ;

« D'avoir été président du comité permanent, maire, procureur de la commune de Quimper, membre de l'administration centrale.

« Ses concurrents sont : Bobet, suppléant, je ne sais ni comment ni pourquoi connu pour républicain, comme le roi Mittau et son lieutenant Charrette ;

« Huchet, mon ancien secrétaire, s'est toujours montré en opposition avec moi depuis l'aurore de la Révolution.

« Si Le Goazre était éconduit, on ne manquerait pas de dire dans le pays que les contre-révolutionnaires les plus prononcés sont en faveur.

« Voilà ma déclaration dans cette affaire et je la fais moins pour Le Goazre que pour empêcher le gouvernement de commettre une erreur notable.

« Je te prie de communiquer cette note au ministre, elle contient vérité.

« J'abandonne le reste à ta justice.

« *Post-scriptum.* — Je m'étais promis de ne point me mêler individuellement de cette affaire, l'imprudence de quelques prétendants m'a indiqué et produit ce mot ; c'est bien le cas de dire : *Facit indignatio versum.* »

Bobet est averti de ce qui se trame contre lui, mais au lieu d'imiter la prudence de Huchet qui renonce à toute candidature il écrit au ministre de la Justice de

longues lettres, dont nous ne ferons qu'extraire les passages les plus curieux, pour se plaindre des injustices dont il se croit victime. Le désespoir du pauvre Bobet est si passionné qu'il en oublie presque la mesure et la déférence dues :

10 prairial an X

« ...A raison des importunités que l'on peut avoir pratiquées auprès de vous, vous devez connaître le nombre des protecteurs de tous les candidats... »

Deux anciens députés avaient promis de l'appuyer, mais ayant appris la candidature de Le Goazre leur ardeur en faveur de Bobet s'était considérablement refroidie. Cette faiblesse, si blâmable soit-elle, est courante dans les relations sociales et celui qui en est la victime, lorsqu'il est philosophe, s'en attriste sans s'en indigner. Mais Bobet se révolte et il a la naïveté de dénoncer au ministre la trahison ; il ne nomme pas, il est vrai, les coupables ; mais son récit sans aucune sanction possible n'a pu qu'amuser les employés du Ministère :

« Un d'eux répondit le 15 du même mois (germinal, an X).

« J'ai reçu votre lettre et je vous jure, sur une parole que je n'ai jamais violée, que je ferai tout ce que j'aurais pu faire pour mon père. J'agirai avec d'autant plus de confiance que c'est une justice, etc... »

« L'autre répondait, le 16 aussi du même mois ;

Personne ne me paraît avoir de droits plus réels sur la place qui vient de vaquer. Ne doutez pas que je ne m'empresse à faire valoir cette réclamation auprès du ministre de la Justice et du Consul Cambacérès, etc... »

« Je restai longtemps sans recevoir de réponse à d'autres lettres... ».

Ce qui donne à penser que Bobet suivant sa fâcheuse habitude, fatigua et s'aliéna, par ses sollicitations, des gens qui d'abord étaient bien disposés pour lui.

« En date du 6 floréal le premier me marqua :

« J'avais précédemment dit et écrit que je croyais juste de vous donner la place vacante. Un nouveau concurrent m'a mis en pleine inactivité dans cette affaire. Si vous réussissez, vous ne me devrez rien ; au cas contraire vous n'aurez pas à vous en prendre à moi :

« Voilà tout ce que je puis vous dire dans ma franchise. »

« Malgré cette franchise, on m'a mandé, en date du 29 floréal, que ce citoyen avait fait des démarches et que l'on craignait qu'il réussît. »

Inutile d'ajouter que l'attitude du second protecteur est analogue à celle du premier et Bobet s'écrie :

• « C'est ainsi qu'on se joue des humains confiants ! »

Le vers est faux mais la sincérité est éclatante. Bobet a vaguement conscience de sa maladresse :

« Je n'ai que mes importunités personnelles à me reprocher, mais, me trouvant abandonné à moi-même je me les crois permises... A l'arrivée de tous les courriers on répand ici la nomination du citoyen Le Goazre et l'on ajoute... qu'étant sans protection et sans appui je n'avais jamais rien à espérer contre son crédit. »

Alors il rappelle la lettre de Cambacérès, vieille de deux ans, en laquelle il a toujours foi :

« On désirerait détourner l'attention du souvenir de mes

anciens services dans la magistrature et faire passer sur ceux que j'ai nouvellement eu occasion de rendre...

« On voit avec peine que tout cela doit paraître indestructible et qu'il faut admettre en outre les égards que mérite mon emploi sur la liste nationale, avantage dont le citoyen Le Goazre se trouve privé à l'instant. »

Jusqu'ici Bobet n'a fait que se défendre, maintenant — *in cauda venenum* — il va dénigrer son adversaire, sans avoir le talent nécessaire pour donner à ses critiques la portée et le mordant qui en assureraient l'efficacité :

« ... Il n'existe pour le citoyen Le Goazre qu'un calcul d'intérêt que l'on voudrait inutilement masquer : il est commissaire du gouvernement près le tribunal civil établi à Quimper. Son traitement est de 1.500 francs, celui de juge au criminel porte à 500 francs de plus et voilà sans doute ce qui fixe la première attention.

« En effet, comment penser autrement ? Il faut tout dire. Je suis le beau-père du cousin-germain du citoyen Le Goazre. Depuis longtemps nous vivions bien ensemble. Je suis chef d'une nombreuse famille ; j'ai comme tant d'autres éprouvé des pertes dans la Révolution, quant à cela tout est sincèrement oublié, mais dans ces circonstances je ne vois pas sans étonnement le citoyen Le Goazre vouloir m'ôter la place qui m'est comme naturelle, tandis, autant vaut-il le dire, qu'il y est étranger.

« Citoyen ministre, l'intérêt ne m'a jamais guidé. Si je tiens à mes justes sollicitations, c'est dans la persuasion que je puis être utile dans une partie qui me fut longtemps familière, c'est pour éviter une espèce de passe-droit que je regarderais comme mortification décidée sans aucune cause.

En un mot nuls autres motifs ne sauraient me guider, ce serait envenimer la pureté de tous mes sentiments.

J'attends donc toujours avec confiance la décision du gouvernement s'il n'a pas déjà prononcé en ma faveur.

Salut et profond respect.

BOBET, premier suppléant.

« Quimper, le 10 prairial, an X de la République française, une et indivisible.

Malgré ce plaidoyer *pro domo sua*, l'anxiété torturait l'âme de Bobet. Informé des sollicitations du député Kervélégan en faveur de son frère Le Goazre, il écrit encore dix jours plus tard au ministre de la Justice :

« ... Cette démarche a pu paraître .. entraîner une considération particulière, mais je ne saurais penser, permettez-moi de le dire, que de pareils hasards puissent sérieusement balancer les droits directs, réels et personnels, que j'ai pris la liberté de faire valoir seul et uniquement près de vous.

« Je m'en réfère à tout ce que j'ai eu l'honneur de vous mander à cet égard notamment par ma dernière du 10 du présent à laquelle je crois devoir seulement ajouter, relativement à ma position de chef d'une famille nombreuse, que le citoyen Le Goazre n'est même pas établi.

« Tout se réunit donc en ma faveur et je dois m'abandonner avec confiance entière en vos bontés pour moi, en votre équité et à la justice d'un gouvernement juste, dont la sagesse doit protéger le faible contre le fort. Je suis seul, je ne puis que le répéter, je n'abuserai pas plus longtemps de vos moments... »

Bobet use de tous les arguments : il fait appel à la bienveillance qu'il suppose trouver dans les hautes sphères gouvernementales en faveur des chefs de familles nombreuses. Son concurrent n'est même pas établi ! Il

est célibataire ! Comment dès lors oserait-on le préférer à Bobet ?

Pour essayer de l'emporter, bien qu'il se rende compte que la situation est désespérée, Bobet a la naïveté de transmettre au ministre, à la date du 6 messidor, un certificat d'assiduité signé par le greffier en chef du tribunal criminel.

« ... Certifie que le citoyen Bobet, premier suppléant au tribunal criminel, remplit les fonctions de juge et qu'en cette qualité il a exactement assisté à tout le travail qui a eu lieu depuis le 5 germinal dernier, jour du décès du citoyen Danguy des Déserts, juge au même tribunal, etc... »

Mais il ignorait qu'à ce moment la décision était déjà prise et ne lui était point favorable. Dès le 28 prairial Kervélégan avait fait écrire par son secrétaire à Cambacérés :

« Citoyen consul,

« Il me paraît qu'on doit vous rendre compte aujourd'hui d'une concurrence qui existe dans le Finistère pour la place vacante au tribunal criminel entre Bobet, ancien juge criminel du présidial et mon frère, ancien avocat du Roi au même tribunal, dont j'étais le président.

« Bobet s'est publiquement acharné contre la Révolution avec la plus grande persévérance.

« Le Goazre, mon frère, l'a servie avec constance et talent.

« Vous jugerez avec sagesse, mon ancien collègue, auquel la préférence est due.

Salut et considération,

KERVÉLÉGAN, législateur. »

Et Kervélégan ajoute de sa main : « Je vous écris parce que je suis indisposé et que je ne sors point. »

Le ministre, pris de pitié sans doute en raison de la détresse poignante du vieillard, lui réservait une compensation. Puisque Bobet n'était que suppléant on pouvait lui accorder la titularisation dans les fonctions de commissaire du gouvernement près le tribunal civil de Quimper, que Le Goazre allait abandonner. Pour savoir s'il y était apte le ministre se renseigna auprès de divers personnages politiques de Bretagne. La méthode n'est donc pas nouvelle ! La nomination des magistrats de l'époque était subordonnée, comme aujourd'hui, à l'agrément de la représentation locale. La note porte il est vrai une signature illisible, mais il semble tant par sa rédaction que par l'examen matériel de la signature, qu'elle émane du citoyen Abrial (1) ministre de la Justice. Ce qui paraît le confirmer c'est que la réponse du sénateur Lanjuinais est adressée au citoyen Abrial et qu'il y est dit : « Répondant à votre lettre de ce jour, etc... » Voici la note *in extenso* :

« Le 18 Prairial an X

Au C. Moreau, tribun,

Au Sénateur Lanjuinais (2),

Au C. Defermont, conseiller d'Etat,

« Je vous invite, C..., à me faire connaître si le C. Bobet, premier sup^t au T^{al} Cal du Finistère, ancien lieutenant civil et cr^{et} au présidial de Quimper est en état de remplir les fonctions de commissaire près le T^{al} de 1^{re} inst. de Quimper qui

1. Voir *Dictionnaire de biographie, d'histoire et de géographie*, Dezobry et Bachelet, t. I, p. 9.

2. Voir *Dictionnaire de biographie, d'histoire et géographie*, Dezobry et Bachelet, t. II, p. 1536.

pourrait devenir vacante. Devant présenter mercredi prochain au 1^{er} consul, mon travail à cet égard, je désirerais que votre réponse me parvînt ce jour.

Je vous salue,

(Signature illisible).

Nous n'avons pas trouvé la réponse du C. Defermont (1), conseiller d'Etat. Mais si Bobet avait eu connaissance de celle du C. Moreau (2), tribun, il en eut été grandement mortifié. Le tribun, en effet, ignore Bobet ! Lui qui affirmait dans un mémoire au ministre, passer aux yeux de ses compatriotes pour « le plus grand crimineliste de la cy-devant Bretagne ».

Paris, 19 Prairial an X.

Th. Moreau, tribun, au ministre de la Justice.

« J'étais absent lorsque votre lettre relative au C. Bobet, de Quimper est parvenue chez moi, citoyen, je m'empresse d'y répondre. Je ne puis vous donner les renseignements que vous me demandez ; je n'ai jamais entendu parler d'un suppléant au tribunal criminel du Finistère, du nom de Bobet, peut-être y a-t-il erreur ? Dans ce cas, et s'il est question du citoyen Huchet aussi suppléant, j'atteste qu'il est digne par son intégrité, ses talents et son attachement au Gouvernement, de la place qu'on paraît lui destiner.

Je vous salue,

TH. MOREAU ».

D'après la réponse du sénateur Lanjuinais on peut

1. Voir *Dictionnaire de biographie, d'histoire et de géographie*, par Dezobry et Bachelet, t. I, p. 757.

2. Voir *Dictionnaire de biographie, d'histoire et de géographie*, par Dezobry et Bachelet, t. II, p. 1849.

constater que l'ardeur de ceux sur lesquels comptait Bobet pour le soutenir laissait à désirer :

« 18 Prairial an X.

« Citoyen ministre,

« Répondant à votre lettre de ce jour, je crois le citoyen Bobet, ex-lieutenant civil, en état de remplir les fonctions de commissaire près le tribunal de première instance à Quimper : je sais, du moins, qu'il est suffisamment instruit et expérimenté, mais je ne l'ai guère connu que de relations, il se peut donc que l'âge ou les infirmités, ou l'inhabitude le rendent peu propre aux fonctions de commissaire ; il y a douze ans que je l'ai perdu de vue. »

Toutefois, malgré la tiédeur de cette recommandation et malgré la lettre perfide du tribun Moreau, Bobet fut nommé commissaire du Gouvernement et il remplit ces fonctions jusqu'à l'année qui précéda celle de sa mort.

Mais malgré ses soixante ans il espérait encore de l'avancement. Delécluse, procureur général impérial près la Cour criminelle du Finistère, vient d'être nommé membre du Corps législatif ; aussitôt Bobet postule pour sa succession.

Le style change : nous sommes en 1805, l'Empire a succédé au Consulat ; les titres de Monseigneur et Excellence ont remplacé celui de : citoyen ministre.

« 16 brumaire an XIV » (1805).

« Monseigneur,

« Je crois que votre Excellence ne tardera pas à s'occuper de la formation de la liste des candidats qu'elle aura à présenter à Sa Majesté...

« Appelé aux fonctions de commissaire près le tribunal de

première instance séant à Quimper, je les acceptai, mais à regret, parce que mes plus grandes connaissances, celles acquises dans ma jeunesse embrassaient particulièrement les matières criminelles, ayant présidé dans cette partie pendant vingt-cinq ans au présidial de Quimper, où j'étais lieutenant particulier civil et criminel.

« Je m'occupe d'un mémoire sur les espèces de droit que je me figure avoir comme au retour à mes anciennes occupations. Je prendrai la liberté de le faire parvenir à votre Excellence... »

« ... Ma conduite entière exempte d'aucun blâme... sera attestée par tous ceux que V. Excellence pourra charger de l'instruire pour fixer son choix ou il y aura une prévention facile à distinguer... »

« Je suis, avec un profond respect,

« Monseigneur,

De votre Excellence

« Le très humble et très obéissant serviteur... »

Bobet est recommandé par le Président de la Cour de justice criminelle du Finistère et par le préfet qui, en transmettant le mémoire auquel il vient d'être fait allusion, ajoute :

« M. Bobet..., malgré son âge, a toute la vigueur du corps et de l'esprit qu'on pourrait désirer d'un homme d'un âge moyen ; il a blanchi sous le harnais et fait des preuves de probité et d'intelligence ; sa famille n'est pas moins honorable... »

Du mémoire annoncé, d'une longueur démesurée, nous ne citerons qu'un mot typique ; Bobet rappelle qu'il a « pendant vingt-cinq ans et jusqu'à la suppression des présidiaux présidé la partie criminelle, où je m'étais fait

la réputation du plus grand criminaliste de la cy-devant Bretagne. »

Hélas ! si cette réputation plus ou moins authentique a été jadis justifiée, il est certain qu'en 1805 l'ancien grand homme a beaucoup baissé. Après avoir, avec la complaisance des vieux magistrats, minutieusement rapporté les moindres détails de sa carrière judiciaire, il veut donner la preuve de ses capacités actuelles et, dans ce but, il reproduit les conclusions qu'il a exposées à « l'audience correctionnelle du 4 vendémiaire dernier ». Il s'agit, en tout et pour tout, d'un ivrogne qui a troublé l'exercice du culte par le tapage résultant de son ébriété. Bobet débute ainsi :

« Messieurs,

« Je ne vais pas me jeter dans l'antiquité pour prouver l'ancienneté des cultes, leur nécessité et les avantages que tous les peuples n'ont jamais cessé d'en retirer ». Et plus loin : « Que serait une peuplade où l'on s'abuserait au point de ne vouloir distinguer l'Homme, ce chef-d'œuvre de la Divinité unique, de la Bête brute qui ne fut créée que pour l'utilité d'un être plus parfait, en un mot pour l'Homme que Dieu a voulu appeler à l'immortalité... »

Tout le reste est à l'avenant ! Si Bobet avait eu quelques chances d'obtenir la nomination sollicitée, cette façon de prouver ses capacités aurait dû suffire à le faire évincer.

Du reste les candidats étaient nombreux. Dans une lettre en date du 13 frimaire an XIV adressée à Son Excellence le Grand Juge, Bobet prend successivement à partie chacun de ses concurrents :

« ... On parle ici du désir qu'aurait M. Kervélégan qui vient de sortir du Corps législatif, d'obtenir cette place, mais il a M. le Goazre-Kervélégan, son frère, juge au même tribunal, ce qui semble l'exclure d'après un édit de 1579 dont la Constitution de l'an III accueillit les dispositions par son article 207 conforme d'ailleurs aux anciennes ordonnances d'Orléans et de Moulins en leurs articles 32 et 85. »

Il en est de même pour « M. Danguy, actuellement avoué au tribunal civil de Quimper, car il est gendre de M. Léguillon-Kérineuff, président de cette Cour, près laquelle, à raison de cette alliance, la suppléance de M. Danguy n'a pu être d'aucune utilité... »

« ... au surplus M. Le Breton est au commencement de sa carrière dans la magistrature. M. Flamand prend de l'ancienneté dans la profession d'avocat et je doute qu'il se livrât à abandonner cet état libre dans les fonctions (*sic*). Enfin M. Coatpond-le-Bescond n'a encore d'autre grade dans la judicature que celui de défenseur officieux.

« Voilà la vérité qui, je crois, ne peut offenser personne ; je ne déprime ni les talents, ni le mérite de qui que ce soit, mais tous sont mes cadets à tous égards et j'ose dire mériter une préférence par mes comportements passés et présents qui seront attestés par ceux qui voudront bien s'expliquer à mon sujet... »

Cette tactique ne réussit pas à Bobet ; ce fut Le Breton, « magistrat de sûreté » qui fut préféré : à défaut d'autres qualités il avait sur Bobet l'avantage de n'être âgé que de trente-neuf ans. Le pauvre homme avait fait auprès du Ministre une dernière tentative où nous pouvons relever ce délicieux aveu :

« Je regarde comme certain que mes concurrents emploient par des connaissances des sollicitations auprès de vous. Hors mes services et le peu de personnes qui peuvent les

attester, je n'ai pas de protecteurs, mais je me plais à croire que ces derniers, en petit nombre, auront certifié la vérité de mon exposé... »

Et, s'exagérant toujours, l'attention qu'on peut porter à sa personne, il termine ainsi ;

« Depuis l'avènement de Votre Excellence au ministère de la Justice, je ne crois pas qu'elle ait eu à se plaindre de moi. J'ose croire, au contraire, qu'elle aura distingué mon exactitude et surtout les soins que je donne depuis l'an XI à l'organisation des notaires de mon arrondissement, qui désormais touche à la perfection. C'est en récompense de l'ancienneté et de la continuité de mes services que je désirerais être rendu à mes premières fonctions dans la magistrature, à venir faire partie de la Cour de justice criminelle du Finistère. C'est ce que j'attends avec confiance... »

Bobet faisait, il est vrai, preuve de quelque ostentation en parlant sans cesse de son zèle et en ne négligeant aucune occasion de le rappeler au ministre, mais il est exact que l'âge n'avait en rien diminué sa passion pour le travail, et quelques papiers de lui, trouvés aux Archives, nous donnent une idée de son activité.

En 1806, il remplit par intérim les fonctions de magistrat de sûreté, mais la charge est vraiment trop lourde :

« ... J'attends avec impatience, Monseigneur, la nomination à cette place dont les fonctions, jointes à celles de la mienne, font un poids assez considérable. Cependant depuis que les procédures en instruction m'ont été remises, j'ai redoublé mes soins à l'effet que rien ne périlcite dans les deux parties. »

Aussi Bobet cherche-t-il un homme compétent et de

bonne volonté; mais ici l'attrait semble bien mince car il ne reçoit que des refus. Un nommé Rozaven lui répond le 8 mars 1803 :

« ... Je crois que la place de magistrat de sûreté ne me convient pas. Cette place exige absolument tout le temps de celui qui la remplit; à chaque heure, à chaque minute il faut qu'on le trouve. On ne peut disposer d'un instant, il faut être tout entier à la chose; l'on ne peut pas dire avoir un jour libre dans l'année. J'ai vécu quarante-cinq ans d'une manière si différente que j'aurais bien de la peine à me plier à celle-là. »

Même embarras pour trouver de bons juges de Paix ;

« 26 Germinal an XIII.

« ... Je ne puis que répéter à Votre Excellence que rien de plus difficile que de procurer des sujets tout à fait convenables, l'âge, etc... apporte des obstacles. Un homme capable qui, jusqu'à trente ans, a vécu dans une ville où il s'est établi avec sa famille se porte rarement à en quitter pour aller habiter sur la campagne où il ne trouve aucune ressource pour lui ni pour l'éducation de ses enfants. De là s'ensuit la nécessité de prendre sur les lieux des cultivateurs, à la tête desquels il est heureux de pouvoir indiquer un sujet plus distingué et plus capable : c'est ce que je crois pouvoir dire avoir rencontré pour Briec.

« Quant à Douarnenez j'offre un homme au fait des affaires; dans ces petites villottes cela se soutiendrait ainsi... »

Goût immodéré de Bobet pour les marques extérieures attachées aux fonctions judiciaires

Il est certain que Bobet avait pour ses fonctions et leurs marques extérieures un attachement qui, dans certains cas, devait attirer sur lui un peu de ridicule. Déjà au début du xix^e siècle l'habitude était presque entièrement perdue pour les magistrats de porter leur costume hors des édifices affectés à l'administration de la justice, sinon en corps et dans les circonstances solennelles. Bobet, lui, s'en tient aux vieilles traditions, ainsi qu'en témoigne la lettre suivante :

« Le 24 brumaire an XIII.

« *Au Grand-Juge, ministre de la Justice.*

« Monseigneur,

« Une petite difficulté semble devoir s'élever ici et j'ai cru devoir en faire part à Votre Excellence comme le seul moyen de la terminer avant la naissance. Il s'agit de la manière d'user des costumes accordés à l'ordre judiciaire (1).

1. Cette préoccupation n'est pas spéciale à Bobet « Verdellet, commissaire du roi à Roanne, demande quel est le mode que l'on doit suivre pour la chevelure des juges (20 décembre 1790). » Répondu que c'est à volonté pourvu que les juges soient en noir. » (Registre de la chancellerie royale, 1790. Archives du ministère de la Justice). Et « 10 octobre 1792. Abolin, commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal du district de Rieux, demande quel doit être le costume des commissaires du pouvoir exécutif.

« Répondu qu'il aurait pu se dispenser de poser cette question au ministre, qui méprise la simarre et les ornements de l'orgueil, qui pouvaient en imposer sous le règne des despotes ; au sur-

« Nos avocats, défenseurs officieux et avoués les prennent chez eux, c'est-à-dire leurs toges, bonnets et cravates. Par ailleurs les uns portent en dessous des redingotes et des pantalons, les autres ont des bottes ou des bas de couleur. Ils se rendent ainsi au tribunal, les uns les cheveux tressés, relevés avec un peigne, les autres les ayant en queue.

« Quant à nos huissiers ils se présentent en vêtements de couleur, sans manteau ni autre distinction.

« Les juges du tribunal ne trouvent pas à propos de prendre leurs costumes chez eux, ils viennent au tribunal dans leurs habits ordinaires par-dessus lesquels ils prennent les toges et, après avoir déployé leurs cheveux dans un appartement réservé, ils passent à la salle des audiences.

« Quant à moi, je suis le très ancien usage, je sors de chez moi dans le costume entier pour me rendre au tribunal. Sur tout cela on veut prétendre que nous ne devons porter le costume à l'extérieur qu'en cérémonie publique (1).

« Voilà, Monseigneur, tout ce dont il est question. Je n'entends pas être dénonciateur, mais je désirerais être instruit de ce qui peut tenir au droit et à la plus grande décence... »

Au ministère cette lettre un peu naïve dût provoquer

plus qu'il peut conserver la médaille en effaçant le mot : roi. » (case département de la Haute-Garonne) » (Registre du sceau civil, 1792. Archives du Ministre de la Justice.) Cf. 25 août-2 septembre 1790. Décret sur l'organisation judiciaire, art. 10.

24 germinal, an VIII. — Arrêté qui détermine le costume des fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire.

2 nivôse an XI. — Arrêté qui règle le costume des membres des tribunaux, des gens de loi et des avoués.

I. « ... Il veut, bon gré, malgré,

« Ne se coucher qu'en robe, et qu'en bonnet carré. »

(RACINE, *Les Plaideurs*, Acte I, scène 1^{re}).

les sourires, car la réponse qui y fut faite n'est pas exempte d'une ironie courtoise :

« 13 frimaire an XIII.

« ... Le costume dont vous me parlez, Monsieur, dans votre lettre du 24 brumaire, étant affecté aux juges *dans* l'exercice de leurs fonctions, il serait contraire au but de l'arrêté du 2 nivôse de le porter habituellement en ville, mais je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'un magistrat sorte de chez lui revêtu de ce costume pour se rendre directement au tribunal.

Vous devez exiger que les avoués, les hommes de loi, les huissiers ne remplissent jamais leur ministère devant le tribunal sans être revêtus du costume déterminé pour eux par l'arrêté du 2 nivôse, mais vous devez vous borner à ce que cet arrêté exige.

DORIGNY »

Bobet dût être peu satisfait de l'accueil fait à sa supplique, car il s'attendait sans doute à ce qu'on le félicitât de son zèle. Il est vrai que lorsque les félicitations ne venaient pas assez vite, à son gré, il les provoquait :

« J'espère que Votre Excellence, s'apercevra de l'attention que j'apporte pour tâcher de rencontrer les vues sages et les volontés de Sa Majesté comme à satisfaire à vos intentions... »

Cette déclaration est extraite d'un rapport adressé au Ministère de la Justice au sujet d'une dispense d'âge demandée pour le mariage du jeune Tymen par sa belle-mère, Françoise Sez nec, de Plogonec (1). Généralement ces requêtes sont accompagnées d'un avis du

1. B.B¹¹170.

Procureur impérial rédigé d'une façon très concise, une dizaine de lignes au plus. Bobet, faisant exception à la règle, donne à ses avis un développement souvent disproportionné à l'intérêt de l'affaire à instruire mais le plus souvent curieux par leurs généralisations et l'observation judicieuse des mœurs locales. Quelques exemples nous en convaincront.

Françoise Seznee est deux fois veuve. De son premier mariage elle a eu deux enfants ; du second quatre enfants ; elle a, en outre, à élever deux enfants du premier lit de son second mari, dont la tutelle, paraît-il, lui a été déléguée. En raison de ses infirmités l'éducation de ces huit enfants est pour elle une lourde charge bien qu'elle n'ait que cinquante-sept ans.

Aussi désire-t-elle marier sa fille aînée du premier lit, qui a seize ans, avec un fils du premier lit de son second mari, âgé de près de seize ans. La demande de la veuve Seznee est appuyée d'une délibération du Conseil de famille qui constate que la pauvre femme souffre de rhumatismes goutteux ; le maire, l'adjoint et tous les membres du Conseil municipal de Plogonec s'associent à la requête. Aussi, malgré l'extrême jeunesse du futur mari la dispense fut-elle accordée le 4 pluviôse an XIII. Bobet faisait valoir en faveur de la supplique, l'intérêt de l'agriculture.

« J'observerai toujours que, dans l'usage de nos campagnes, il est utile et même nécessaire de remplacer le chef qui décline. L'aîné de ses enfants est reçu à prendre le gouvernement. Par des arrangements provisoires de la famille on pare à une partie des désastres des minorités. Les ménages

restent entiers ; on oppose aussi la division des terres qui, dans l'infini, réduiraient à rien les possessions dispersées. C'est ce preneur, conservé, qui dans les suites, marie ses frères et sœurs, en leur donnant en argent leurs portions évaluées. Ces fonds les rendent co-propriétaires dans d'autres lieux dont ils peuvent devenir, à leur tour, les seuls manutentiers. C'est uniquement de la sorte que l'agriculture peut se maintenir et prospérer dans nos cantons.

« En conséquence je me permets d'émettre l'avis d'accorder les dispenses d'âge demandées et surtout dans un moment où Sa Majesté va au devant des vœux des Français dont elle veut partout cimenter le bonheur... »

Le style n'est guère littéraire mais le raisonnement se tient. Pour des motifs analogues Bobet recommande encore au ministre un autre garçon de quinze ans, Jean Kervarec, fils de Jean Kervarec :

« Jean Kervarec père, parvenu à un âge où un cultivateur ne peut se flatter d'exister longtemps en raison des fatigues éprouvées dans une carrière pénible, désire, avant de terminer ses jours, pouvoir fixer le sort de Jean Kervarec, son fils unique, âgé de quinze ans. Ses motifs peuvent paraître aussi sages que naturels. En effet dans les événements d'une tutelle que sa mort entraînerait, on se trouverait dans la nécessité de faire procéder à la vente de tous les meubles et des bestiaux qui composent aujourd'hui un établissement solide au lieu de Kéval-en-Mahalon, dont Jean Kervarec père est propriétaire. Le fils, auquel la mort du père transporterait cette propriété, y étant déjà à raison d'un mariage, comme en possession d'un ménage tout monté continuerait la culture et à peine s'apercevrait-on de la perte qu'il aurait faite. Autrement, après la vile distraction du mobilier il faudrait en venir à mettre en mains de fermiers toutes les terres du village ce qui entraîne communément dans nos

cantons le dépérissement des biens des mineurs, parce que ces possesseurs précaires n'ont ni les soins ni les facultés des propriétaires.

« Jean Kervarec père est un cultivateur aisé. Dans l'événement de la conscription qui appellerait son fils à l'activité de service, il serait en état de le faire remplacer et de la sorte cette propriété n'étant pas menacée de changer de mains, l'agriculture retirerait l'avantage de la présence continuée du propriétaire.

« C'est au-dessus de ces considérations que je prends la liberté d'émettre l'avis d'accorder la dispense demandée.

« Arrêté à notre hôtel à Quimper.

« Le 1^{er} octobre 1809

« BOBET DE LANHURON
Procureur impérial »

Les mariages contractés avant l'âge fixé par la loi n'étaient pas rares dans l'arrondissement de Quimper. Dans un dossier Lepage-Louboutin, on demande à la fois dispense d'âge pour la fille qui a moins de dix-huit ans et dont la mère, veuve et atteinte d'une phtisie pulmonaire au second degré, voudrait hâter le mariage pour que ses propriétés fussent soignées par les parents de la jeune fille (1).

Les guerres incessantes dépeuplaient les campagnes et Bobet le constate, le 24 décembre 1806 dans l'avis qu'il joint au dossier par lequel Yves Le Bourdon, veuf et infirme, habitant le hameau de Gironval, commune de Plovan, demande dispense pour le mariage de son fils âgé de quinze ans et demi. Il commence par décrire l'exploitation agricole du père :

1. BB¹³, 106.

« ... Une terre assez conséquente puisqu'elle est redevable d'une rente foncière et domaniale de 31 mesures de 7 décalitres 19 millièmes chaque, de bon froment, loyal et marchand, que l'exposant est tenu d'acquitter chaque année avant de toucher à une gerbe pour sa nourriture, qu'il est tenu chaque année d'acquitter ses impôts et autres charges sur son hameau, qu'il nourrit beaucoup de bestiaux, que la pénurie des bras dans ce pays ne lui permet pas de trouver un aide domestique à quelque prix que ce soit...

« Je profite de l'occasion, Monseigneur, pour observer à Votre Excellence un abus qui s'introduit autour de nous. Ce que l'on appelle dans nos cantons *valets à bras*, autrement dit *aides-cultivateurs* se sacrifient réellement à raison des hommes qu'une nécessité prudente oblige d'appeler aux armées : mais, par ailleurs, je vois que des filles puissantes qui pourraient remplacer, à peu près, ces hommes quittent les campagnes et viennent s'établir dans les villes où elles fainéantent au titre de simples laveuses d'écuellles dans nos cuisines. La nôtre (Quimper) est pleine de ces fuyardes et il en est de même sans doute partout. Il serait d'une grande utilité, dans le moment, pour les campagnes, de renvoyer de tels êtres, vraiment capables, à leurs destinations premières et naturelles. A peine s'apercevrait-on alors d'un déficit parmi les laboureurs champêtres et il ne s'agit que de concevoir les moyens que le gouvernement serait dans le cas d'employer pour rendre à des fonctions utiles des filles qui, à défaut d'emplois analogues à leur activité, se livrent à la débauche et sont la honte de leur sexe : j'ai tout dit (1). »

Pour le mariage de Pierre Riou (2), fils de Pierre Riou, les conditions sont différentes. Riou père est criblé de dettes et, dans un projet de contrat de mariage

1. BB¹³, 106.

2. BB¹⁵, 150.

étrange annexé au dossier, on voit que Riou fils n'apporte guère en ménage que le passif paternel alors que les apports de la future sont assez importants. Riou fils n'a pas encore dix-huit ans et Bobet exprime à son sujet l'opinion que voici :

« ... Etant reconnu que dans la manutention ordinaire des biens de nos cantons, il est de l'intérêt des familles et de l'agriculture que les possessions ne changent pas de mains, que, par ailleurs, un hasard heureux vient au secours de Pierre Riou père dont les affaires paraissent dérangées à défaut d'une femme qui surveille l'intérieur de son ménage, ressource qu'il doit trouver dans la belle-fille qu'il se propose d'associer à des soins aussi nécessaires, qu'il est encore que ce père malheureux, embarrassé dans ses moyens actuels, n'a qu'un seul enfant, Pierre Riou, mineur d'âge, et que, dans le cas d'une minorité réelle, survenant par le décès de son père, cet enfant serait ruiné à raison des bas prix auxquels se livrent communément les immeubles et ustensiles de labour dans les ventes qui ont lieu en pareilles circonstances... je prends la liberté d'émettre l'avis d'accorder audit Pierre Riou fils la dispense d'âge qu'il sollicite des bontés paternelles de Sa Majesté l'Empereur et Roi à l'effet de pouvoir contracter mariage (19 décembre 1806). »

Sans doute dans ces divers rapports les détails sont par trop développés et hors de proportion avec l'intérêt de l'affaire ; sans doute encore le style en est-il faible et trop grand le désir de l'auteur d'étaler son zèle. Mais il convient de remarquer que les raisons invoquées pour l'obtention des dispenses sont fort judicieuses et émanent d'un esprit fortement attaché à la terre. Bobet avait certainement un penchant marqué pour la vie rurale et

l'agriculture. La dispersion et le morcellement des héritages, ainsi que la dépopulation des campagnes lui apparaissent comme des fléaux contre lesquels chacun, dans sa sphère, doit s'élever. Aussi profite-t-il de toutes les occasions pour signaler au gouvernement le danger qui menacé la terre bretonne.

Un dernier exemple de l'activité de Bobet.

Si, pour obtenir des dispenses d'âge, les intéressés devaient adresser leurs suppliques au ministre de la Justice on pouvait obtenir directement des dispenses de deuxième publication des bans du procureur impérial de l'arrondissement. Le procureur n'avait plus, dès lors, qu'à rendre compte, en quelques mots, au ministre des motifs de sa décision ; cette formalité insignifiante prend aux yeux de Bobet une importance exceptionnelle (1).

« Quimper, le 9 juillet 1807,

« Monseigneur,

« M. de Miollis, préfet du Finistère, avait tout disposé pour faire dans les communes de son département la tournée annuelle à laquelle il est obligé. Il devait partir de moment à autre.

« Sollicité de terminer sur le mariage arrêté de Mlle de Miollis, sa fille, avec M. Calloch de Thillis fils et n'ayant pu se refuser aux instances pressantes de cette famille, ce qui venait déranger ses projets, M. le Préfet a eu recours à moi à l'effet d'obtenir la dispense du second ban ordonné, ce que l'arrêté du 20 prairial an XI me permettait d'accorder au nom du gouvernement.

« J'ai vu dans les motifs exposés par M. le Préfet, le désir

1. BB¹⁵, 9.

qu'il avait d'utiliser sans retard le temps que lui donnaient ses occupations sédentaires : envisageant son zèle inaltérable pour la chose commune, j'ai cru ne pouvoir refuser la dispense demandée, elle est du 4 du présent, cette union est du 8 et M. le Préfet doit se mettre en route au premier jour. Je me plais à croire, Monseigneur, que vous ne désapprouverez pas mes égards mérités par le premier et le plus digne magistrat du Finistère. Je tiens pour certain que Votre Excellence n'eut rien refusé dans la circonstance au meilleur des pères qui se trouvait à l'instant partagé entre des devoirs et une tendresse naturelle que j'estime avoir justement conciliées... »

Si les autres rapports s'expliquaient, à la rigueur, par l'intérêt que Bobet portait à l'agriculture, par contre celui-ci ne se comprend que par le vif désir qu'a l'auteur de faire l'éloge « du premier et du plus digne magistrat du Finistère » et c'est certainement moins noble.

En réalité le rapport de Bobet alla s'empiler sans être lu peut-être, dans les cartons où l'on entassait les rapports analogues auxquels on n'apportait à Paris qu'une médiocre attention.

Le magistrat de sûreté du tribunal de Quimper, Le Breton, ayant été appelé à remplir temporairement les fonctions de Procureur général impérial à la Cour de Justice criminelle du Finistère, Bobet et le président du tribunal, Gaillard, sont chargés de présenter au Gouvernement des candidats à la place de magistrat de sûreté. La mission n'est pas aisée à remplir :

« J'ai proposé à plusieurs avocats, même hors Quimper, écrit le président Gaillard, la concurrence à la place, un seul en suite d'un refus, m'a dit qu'il acceptait.

« La médiocrité d'un traitement qui ne flatte pas l'amour-propre repousse les anciens avocats ; les jeunes disent que la magistrature n'est pas une carrière à parcourir et que, quand ils seront instruits, en respectant la dignité ils dédaigneront un traitement de juge si disproportionné au prix de toutes les denrées, surtout dans Quimper.. »

Bobet présente, de son côté deux candidats, dont l'un est le sieur Flamant (Jean-François), soixante ans, avocat de 1769, exerçant par continuation, fortune aisée... Ses talents, son désintéressement, sa morale pure, sont connus. Son attachement au gouvernement est de toute notoriété.

« Son gendre, M. Lamer, chef de bataillon du 108^e régiment de ligne, s'est trouvé à la glorieuse journée d'Austerlitz. Je crois devoir observer seulement que le sieur Flamant est encore sous une surveillance à raison de prévention d'émigration. Il est néanmoins notoire que la persécution l'obligea à fuir ou à se cacher et c'est ainsi qu'il s'est trouvé sur la liste des émigrés mais, si l'on daignait prendre la peine de s'informer, on trouverait à son nom les apostilles les plus satisfaisantes dans les bureaux de son Excellence le ministre de la Police... »

Bientôt ce sera Bobet lui-même qu'il faudra remplacer. Il est seul à présent à se croire encore capable d'exercer les fonctions dont il est chargé. Dès le 18 novembre 1809 on peut prévoir son prochain congédiement.

La Constitution de l'an VIII avait bien promis l'immovibilité aux juges nommés par le premier consul mais les légistes napoléoniens, par une interprétation subtile, trouvèrent le moyen de tourner cette disposition. L'article 68 de la même Constitution, portait, en effet,

que les juges ne pourraient rester en place s'ils n'étaient pas maintenus lors de sa révision, sur la liste de confiance correspondant à leur emploi. C'était, disait-on, une condition qui assurait la permanence de leur civisme et leur exactitude à remplir leurs fonctions. Cette garantie avait disparu avec le système des listes de confiance ; il était naturel et parfaitement constitutionnel de la remplacer par une autre. En conséquence un Sénatus-Consulte du 12 octobre 1807 décida deux choses : en premier lieu à l'avenir (art. 1^{er}) « les provisions instituant les juges à vie ne leurs seraient délivrées qu'après cinq années d'exercice en leurs fonctions et si, à l'expiration de ce délai, le Gouvernement reconnaissait qu'ils méritaient d'être maintenus dans leur place. » De plus, on procédait, suivant l'expression de Treilhard « à l'épuration salubre de la magistrature ». Les magistrats qui « seraient signalés par leur incapacité, leur conduite et des déportements dérogeant à la dignité de leurs fonctions » devaient être « examinés dans le courant de décembre 1807 ». Cela signifiait que, sur le rapport du Grand-Juge, les faits qui leur étaient reprochés étaient examinés par une Commission et celle-ci désignait ceux « dont elle estimait que la nomination devait être révoquée »,

En vertu de ce Sénatus-Consulte, Le Breton, le nouveau Procureur impérial près la Cour criminelle de Quimper, adresse au Garde des Sceaux, à la date du 18 novembre 1809 un tableau portant le titre suivant :

« *Tableau indicatif des sujets qui me paraissent les plus propres à remplir la place de juges, soit à la Cour impériale séant à Rennes, soit dans les tribunaux de première instance du ressort du département du Finistère* » où l'on peut lire :

« ... TRIBUNAL DU CHEF-LIEU DU DÉPARTEMENT

« Observation

« Comme Sa Majesté l'Empereur et Roi veut que le mérite et le talent soient consultés pour la nomination aux emplois, il me paraît indispensable de lui signaler des hommes qui méritent d'être nommés à une place secondaire mais qui ne rempliraient pas les vues du Gouvernement dans un poste plus élevé.

« ... M. Bobet-Lanhuron, procureur impérial à Quimper est, sous tous les rapports, au-dessous de sa place. Les relations qu'il est obligé d'entretenir avec Votre Excellence ont dû lui en fournir la preuve. C'est un vieillard de soixante-dix-sept ans qui n'a jamais eu d'autre titre de recommandation que son zèle et son amour pour le travail. Il manque d'instruction et de connaissances. Ses facultés intellectuelles ne sont pas encore entièrement détruites, mais son physique est tellement affaibli qu'il ne se fait point entendre au barreau lorsqu'il y porte la parole et il est plus propre aux fonctions de juge qu'à celles d'agent du ministère public et il ne serait pas fondé à se plaindre d'un pareil changement ».

Aussi conclut-il un peu plus loin :

« Candidat pour la place de vice-président à Quimper, Bobet-Lanhuron (Michel), âgé de soixante-dix-sept ans, ancien lieutenant criminel au présidial de Quimper, fonctionnaire public depuis l'an VIII seulement. Il sera utile dans cette place comme dans celle de procureur impérial qu'il occupe actuellement

« D'ailleurs son grand âge doit le porter à désirer la vice-

présidence, il joint à une grande probité la considération générale et une fortune de 6.000 livres de rente.

Bobet pressent sa condamnation ; on ne parle autour de lui que de la réorganisation générale de l'ordre judiciaire : la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice qui devait être complétée par le décret du 6 juillet 1810, venait en effet d'être rendue. Quelques années plus tôt Bobet en eut profité pour postuler une fonction plus élevée que celle de Procureur impérial ; maintenant il a fini par se rendre compte qu'il sera difficile d'obtenir même son maintien. Et c'est d'une écriture tremblée qu'il adresse au Grand-Juge la dernière lettre que nous trouvions, émanant de lui, dans son dossier, lettre suppliante, navrée. Après avoir rappelé une fois de plus son passé judiciaire, il implore le ministre, il le conjure de ne pas remercier son vieux serviteur :

« ... Il me faut de l'occupation et malgré que je sois avancé en âge, je remplis avec une activité peu commune les devoirs de ma place. J'en aurai, au besoin, des attestations honorables de tous ceux qui me connaissent et du barreau qui peut apprécier mes soins.

Mais, Monseigneur, je me plais à croire que, dans les comptes qui vous ont été rendus à mon sujet, on a rapporté mes services, ma capacité et mon attachement à la personne sacrée de Sa Majesté : autrement il serait malignité ou injustice de la part d'envieux dans l'espoir de me remplacer.

« La seule faveur que j'aie donc à solliciter auprès de Votre Excellence dans la nouvelle organisation à laquelle nous touchons est d'être conservé dans la place de procureur impérial à Quimper, y pouvant être par continuation utile au

public en servant Sa Majeste jusqu'à mon dernier soupir, si mes forces physiques et morales ne m'ont pas abandonné avant ce terme... » (18 août 1810).

Celui que Bobet qualifie d'envieux est son futur successeur Maufras-Duchâtellier, qui fait agir en sa faveur, dans les hautes sphères de l'administration :

« 24 août 1810,

« A Son Excellence le duc de Massa, Grand-Juge,

« Monsieur le Duc,

« Si dans la nouvelle organisation judiciaire Votre Excellence destine à M. Bobet, dont l'âge est extrêmement avancé, des fonctions moins fatigantes que celles de procureur impérial près le tribunal de première instance de Quimper, qu'il exerce actuellement, je le prie de jeter les yeux sur M. Maufras du Châtellier, pour le désigner comme son successeur, etc...

Recevez, Monsieur le Duc, la nouvelle assurance de ma haute considération.

*Le Ministre d'Etat
intendant général du Domaine extraordinaire*

DEFERMON »

La Crise du Recrutement des Magistrats sous le premier Empire

Si l'on voulait étudier d'une façon complète le monde judiciaire sous le premier Empire (1), le dépouillement

1. Loi du 20 avril 1810 complétée par le Décret du 6 juillet 1810

méthodique des dossiers des Archives nationales (1), donnerait un tableau d'ensemble pittoresque, et, en particulier, la préparation de la réorganisation de 1811 fournirait des documents d'un intérêt psychologique et social de premier ordre, tel que ce fragment d'une lettre adressée le 14 avril 1811 par Gaillard, le président du tribunal civil de Quimper, au premier président de la Cour de Rennes :

« ... Je me serais conformé plus tôt aux ordres du Grand-Juge en dates (*sic*) des 18 fructidor an XI et 6 fructidor an XII si j'avais trouvé des candidats en remplacement ; mes recherches ont été infructueuses. La classe des avocats est épuisée, il en reste cependant un petit nombre, mais les uns sont sans moyens, les autres sans mœurs. Celui-ci n'a pas encore vingt-cinq ans, celui-là a des talents et de la moralité mais la modicité du traitement lui répugne.

« J'ai pris des informations dans d'autres arrondissements, partout même disette de sujets. Je vous le dis avec franchise, Monsieur le Président, je reste persuadé que, dans très peu d'années, le Gouvernement sera réduit ou à réunir des tribunaux ou à jeter dans ceux nouvellement créés une semence d'ignorance ou d'immoralité.

« J'ai, Monsieur le Président, l'avantage honorable de présider une société bien composée : valent mieux huit juges qu'un neuvième dont la réputation nous humilierait.

sur l'organisation et le service des Cours impériales et des Cours d'assises.

Le Décret du 18 août 1810 sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police ;

Le Décret du 10 janvier 1811 sur les traitements et dépenses de l'ordre judiciaire.

1. Série BB⁵.

« La circulaire du Grand-Juge en date du 6 fructidor an XII m'ordonne de faire état des suppléants...

« M. Bodin ne changera pas contre 1.200 francs, le traitement double qu'il reçoit au titre de chef des bureaux de la préfecture, etc... »

La crise du recrutement des magistrats dont nous avons une idée par la lettre de Bobet au Garde des Sceaux, en date du 26 Germinal an XIII, relativement aux Juges de paix et par une lettre du président Gaillard au sujet de la nomination d'un magistrat de sûreté continue à se faire sentir en s'accroissant. Les deux lettres du président Gaillard, malgré leur ton modéré, sont un réquisitoire implacable contre une organisation qui, par la modicité des traitements, éloigne de la magistrature celui « qui a des talents et de la moralité ».

— Si l'auteur de ces deux missives revenait parmi nous il serait surpris de voir qu'il a fallu cent neuf ans pour tenter un semblant de réforme dans l'organisation judiciaire. La loi du 29 avril 1919 n'a fait, en effet, qu'effleurer le sujet. Elle a laissé subsister tout un organisme suranné, elle n'a pas osé « réunir des tribunaux » et en n'offrant pas aux magistrats une rémunération convenable elle a maintenu, quant à leur recrutement, le danger signalé par le président Gaillard. Quant aux pratiques administratives et parlementaires elle ne se sont point modifiées. Aussi dans tous les mouvements judiciaires faut-il compter de plus en plus avec cette politique que M. Milliès Lacroix flétrissait lors de la discussion de la loi, « cette politique basse d'arrondissement, de circonscription, de canton ou de commune,

qui donne quelquefois lieu à des marchandages, à des intrigues en vue de la nomination ou du déplacement des juges de paix » (1). Dans ces conditions comment pouvoir espérer un meilleur recrutement des magistrats de tous ordres

Déplorables pratiques administratives

Enfin, à la date du 13 février 1811, sont adressés au ministre de la Justice deux immenses tableaux ; l'un « fait et arrêté par nous, premier président de la Cour d'appel de Rennes, Baron de l'Empire, d'après les renseignements que nous avons pu nous procurer. Signé : Desbois » ; l'autre émanant du procureur général impérial près de la Cour d'appel séant à Rennes, Y. Hardy. Ces tableaux, dressés en vue de la formation des cinq tribunaux de première instance du département du Finistère : Quimper, Brest, Morlaix, Châteaulin et Quimperlé, donnent des renseignements sur tous les magistrats en activité et sur ceux qui pourraient éventuellement les remplacer.

Ils sont établis sur six colonnes dont les en-têtes sont :

- 1^o Désignation des places ;
- 2^o Noms et prénoms des candidats ;
- 3^o Age ;
- 4^o Fortune ;
- 5^o Fonctions actuelles et antérieures ;
- 6^o Renseignements et observations sur la moralité, la capacité, les services, la considération, etc...

1. Sénat. Séance du 15 avril, *Officiel* du 16.

Le style en est soigné ; les critiques, rares d'ailleurs, sont exprimées en termes modérés, discrets. Mais à côté de ces grands tableaux on trouve une petite feuille nonsignée, qui contient sur cinq magistrats, des critiques après, impitoyables, brutales.

Il est piquant de faire la comparaison :

Tableau du premier président Desbois	Tableau du procureur général Hardy	Feuille anonyme
Quimper : Gaillard, président. Actif, instruit, impartial, exercé à la présidence et supérieur en capacités à ses collègues, estimé et considéré.	Les qualités et les talents nécessaires pour bien remplir la place qu'il occupe aujourd'hui.	Il n'a ni la capacité, ni les mœurs ni la tenue convenables. Des infirmités le rendent incapable d'une application longue et sérieuse, sans présence d'esprit, sans élocution.
Quimper : Daniélou, juge. Il a de bonnes mœurs et des moyens propres aux fonctions de juge.	Il joint à une grande habitude des affaires beaucoup de goût pour le travail ; on le croit propre à remplir d'une manière satisfaisante les fonctions de juge instructeur.	Sans connaissance du droit, sa réputation, est douteuse, il passe pour agioteur et usurier.
Brest : Legris. Probe et intègre, très instruit, jouit de l'estime et de la confiance générale.	Il est instruit et estimé.	Magistrat discrédité. A trop outrepassé ses pouvoirs, trop blessé les convenances dans ses démêlés avec le commissaire général de police.
Quimperlé : Lecorre. D'une instruction et d'un talent médiocres mais c'est un juge probe, intègre, d'une bonne tenue et, par tous ces motifs, à conserver.	Plein de droiture, de probité, mais beaucoup moins instruit que ses deux collègues.	Juge affecté d'infirmités graves, suite de son intempérance, tellement habitué à la dissipation, qu'il ne peut se livrer à aucun travail. Incapable d'exercer l'emploi de directeur du jury. Constantement remplacé par un suppléant aux audiences du tribunal civil.

Et la feuille anonyme, d'allure policière, exécute Bobet en trois lignes :

« Bobet, procureur impérial. Hors d'état de continuer ses fonctions, âgé de soixante-dix-sept ans. Ses facultés intellectuelles sont éteintes. Il manque d'instruction. »

Alors que les deux grands tableaux le jugeaient plus favorablement :

	Tableau du premier président	Tableau du procureur général
Désignation des places	Procureur impérial.	
Noms et prénoms.... .	Michel-Joseph-Anne Bobet.	
Age.....	75 ans.	
Fortune	3.000 l. de revenu.	
Fonctions actuelles et antérieures.	Lieutenant criminel au présidial de Quim- per. Ensuite suppléant au tribunal criminel du Finistère. Procu- reur impérial actuel depuis l'an X...	Lieutenant particu- lier, civil et criminel, premier suppléant à la Cour de justice cri- minelle du Finistère, commissaire du gou- vernement et juge par intérim de la même Cour, procureur im- périal actuel au tri- bunal de 1 ^{re} instance de Quimper.
	Il est âgé et il n'a aucune des infirmités de la vieillesse. Sa so- briété dans tous les genres a conservé sa tête et sa santé. Il est très actif et jamais en arrière de son travail. Ayant deux substi- tuts il pourra se bor- ner à la surveillance, à la correspondance et à la poursuite des affaires correction- nelles qui sont plus dans son talent et dans son goût.	Ce fonctionnaire, quoique âgé, n'a point les infirmités de la vieillesse, il est probe, instruit, actif et rem- plit bien les devoirs de sa place.

Toutefois au sujet de Maufras-Duchâtellier, le procureur général Hardy, en le proposant pour la place de vice-président du tribunal déclare :

« Ce fonctionnaire est, par ses qualités morales, par son instruction et par ses services, très digne d'être appelé à la vice-présidence du tribunal de Quimper.

« En cas que M. Maufras-Duchâtellier parût plus propre à remplir les fonctions de procureur impérial que M. Bobet, qui les exerce actuellement et est d'un âge avancé, nous estimons que M. Bobet devrait être appelé à la vice-présidence ».

La retraite de Bobet-Lanhuron

Cette compensation devait elle-même être refusée à Bobet : il fut exclu de la nouvelle réorganisation et rendu à la retraite de son manoir de Lanhuron. Il ne tarda pas à y mourir, le 4 juillet 1812 et son¹ décès fut déclaré à l'officier de l'état civil de la commune de Gouesnach' par son petit-fils Auguste Le Goazre de Toulgaët, « ex-lieutenant du 10^e régiment de dragons » et le sieur Jean-Marie Hugot-Derville, receveur des Domaines à Quimper.

Pauvre Bobet ! Le tourment de ses dernières années provient de ce qu'il était devenu vieux lors d'une période de transition de l'histoire de notre pays en général, et de notre magistrature en particulier ; s'il eût vécu un demi-siècle plus tôt il eût joui de son office jusqu'à ses derniers jours, s'il eût vécu un demi-siècle plus tard il fût parvenu, sans doute, à être nommé conseiller à la

Cour de Rennes et une mise à la retraite normale, prévue, honorablement rétribuée lui eût été moins pénible, Le défaut d'élévation de son intelligence et sa ténacité passionnée firent que le jour où il dut quitter définitivement la robe noire qu'il chérissait tant la vie lui sembla ne plus valoir la peine d'être vécue. Si nous l'avons suivi dans la fin de sa carrière, ce n'est point en raison de ses qualités qui n'eurent jamais rien d'exceptionnel, c'est parce qu'il représente un type moyen d'humanité que les circonstances dans lesquelles il fut placé rendirent digne de commisération.

ANNEXE

Composition, d'après l'almanach impérial, du tribunal civil de Quimper en 1806, 1811 et 1812

1806	1811	1812
Gaillard aîné, président	Gaillard aîné, président	Gillard (?) aîné, président.
Ledall de Kerëon, juge	Le Bastard, juge.	Guymard-Cœtidreux, vice-président.
Le Bastard —	Daniélou —	Le Goazre
Daniélou —	Huchet —	Le Bastard
L'Haridon, juge suppl.	Péquilly-L'Haridon	Daniélou (juge d'instruction)
Delécluse-Longraie »	Delécluse-Longraie	Delécluse-Longraies
Le Corvaisier »		Penauros
		Nouvel
		Letersec
Bobet-Lanhuron, procureur impérial.	Bobet-Lanhuron, procureur impérial.	Chauveau-Kernacret
		Poulizac
Le Breton, magistrat de sûreté.	Flamant père, magistrat de sûreté.	Bodin
		Leisseigne-Rosaven
Lemoyne, greffier.	Lemoyne, greffier.	Maufras-Duchâtellier, procureur impérial.
		Delécluse fils
		Lebourg
		Lemoyne, greffier.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Vue d'ensemble sur l'organisation judiciaire de l'ancien régime.....	6
Les Juridictions royales.....	7
Recrutement des juges royaux. Système de la Vénalité.....	11
Le Ministre public. Ses fonctions.....	14
La Justice retenue.....	15
Création des Présidiaux.....	18
La Vieillesse de Bobet-Lanhuron.....	20
La Réintégration de Bobet-Lanhuron.....	28
La Constitution de l'an VIII.....	34
Liste des notables nationaux du département du Finistère..	39
L'influence parlementaire dans la nomination des magistrats.	42
Goût immodéré de Bobet pour les marques extérieures attachées aux fonctions judiciaires.....	57
Des dispenses d'âge en matière de mariage dans le département du Finistère.....	59
L'immovibilité des magistrats sous la Constitution de l'an VIII.....	67
La Crise du Recrutement des magistrats sous le 1 ^{er} Empire.	71
Déplorables pratiques administratives.....	74
La Retraite de Bobet-Lanhuron.....	77
Composition, d'après l'Almanach impérial du tribunal civil de Quimper en 1806-1811 et 1812 (annexe).....	79
Table des matières.....	80

Vu et permis d'imprimer :

WAHL

Vu : le Doyen
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

